ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 4 septembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre, le 24 janvier 1964, a donné le 5 mars 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e september 1963 door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en deze van de privé-sector", zoals het door de Minister op 24 januari 1964 gewijzigd werd, heeft de 5e maart 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi, dans la première section du chapitre Ier, a pour objet de régler certains problèmes relatifs à la pension de personnes qui ont fait une carrière mixte comprenant des services en qualité de titulaire d'une fonction publique nommé à titre définitif et des services qui, même s'ils ont été accomplis dans un service public, ont entraîné l'assujettissement de ces personnes au régime de pension du secteur privé.

La deuxième section du même chapitre règle le cas du titulaire d'une fonction publique qui perd cette qualité dans des circonstances qui lui font perdre le droit d'obtenir, soit à l'âge de la retraite, soit au moment où il serait définitivement inapte, la pension du secteur public.

Le deuxième chapitre du projet apporte diverses modifications à des lois régissant les pensions du secteur public.

Enfin, l'article 41 du projet permet de prendre en considération dans le régime de pension du secteur privé certaines périodes qui ont suivi l'éloignement du secteur public.

\+

\+ \+

La section première du chapitre Ier traite le cas du titulaire d'une fonction publique qui, avant sa nomination à un emploi donnant droit à une pension du secteur public, a exercé des fonctions qui ont entraîné son assujettissement à un régime de pension du secteur privé, mais qui, cependant, sont prises en considération pour la fixation de la pension du secteur public. Le cas le plus fréquent est celui des agents temporaires qui sont devenus fonctionnaires à titre définitif. En qualité

.../...

d'agents temporaires ils étaient, bien qu'agents du secteur public, soumis au régime de pension du secteur privé, soit parce qu'ils avaient été engagés par contrat, soit en application de la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques.

Le projet ne concerne que les services accomplis sous le régime de la pension du secteur privé qui sont pris en considération pour fixer le montant de la pension de retraite du secteur public mais qui, dans ce dernier secteur, ne sont pas pris en considération pour fixer le montant de la pension des ayants droit. Le projet dispose que, dans le régime de la pension du secteur public, ces services compteront pour établir le montant de la pension des ayants droit.

Cette innovation accorde incontestablement un avantage sinon aux titulaires de fonctions publiques, tout au moins pour leurs ayants droit. Mais en contrepartie de cet avantage, le projet dispose que les cotisations versées sous le régime de la pension du secteur privé et les réserves mathématiques des rentes constituées sous ce régime, qu'elles concernent la pension de retraite ou la pension des ayants droit, seront versées aux diverses institutions qui gèrent les régimes de pension des ayants droit du secteur public. Ainsi, l'intéressé dont les ayants droit verront leur pension augmentée, perdra, sous réserve des mesures transitoires prévues par les articles 15 et suivants, les avantages qu'il pouvait espérer de son assujetissement au régime de pension du secteur privé. Cette disposition tend à une simplification et à la suppression d'un cumul.

.../...

Le système du projet aura pour conséquence que des sommes initialement destinées à une pension de retraite personnelle seront affectées à la majoration des pensions des ayants droit. Certes, pour la majorité des titulaires de fonctions publiques, le projet doit être considéré comme une mesure favorable, car il réalise une augmentation de la pension dont bénéficieront leurs ayants droit. Mais les personnes auxquelles le projet s'appliquera et qui n'ont pas d'ayants droit ou qui n'en auront plus au jour de leur décès perdront, sans contrepartie, l'avantage personnel qu'elles pouvaient espérer de leur assujetissement au régime de la pension du secteur privé. Cet avantage résultait des services accomplis avant leur nomination à une fonction publique donnant droit à une pension du secteur public, et leur permettait de cumuler deux pensions pour une même période.

Le projet réalise donc en faveur des ayants droit des titulaires de fonctions publiques un régime de solidarité entre tous les titulaires de fonctions publiques, quelle que soit leur situation familiale.

\+

\+ \+

Certaines des règles reprises par le projet faisaient déjà l'objet de l'arrêté royal du 10 mars 1961, pris en exécution de l'article 24 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, modifiée par la loi du 1er août 1957. Par son arrêt n° 10.000, TALLOEN et URBAIN, du 26 avril 1963, le Conseil d'Etat a annulé l'article 1er, § 1er, de cet arrêté royal, pour le motif qu'il n'avait pas été soumis à l'avis préalable du comité général de consultation

.../...

syndicale, formalité substantielle prescrite par l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics. L'article 40, § 3, du projet (article 42 dans le numérotage proposé ci-après par le Conseil d'Etat) prévoit l'abrogation de l'arrêté royal du 10 mars 1961, qui a déjà été annulé partiellement par le Conseil d'Etat. Ayant prononcé l'annulation pour violation d'une formalité substantielle, l'arrêt cité plus haut ne s'est pas prononcé sur l'obligation que le Gouvernement aurait eue de recourir au législateur pour mettre en vigueur les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 10 mars 1961. Le recours au législateur est nécessaire, en tout cas, pour certaines dispositions contenues dans le projet qui modifient les lois relatives à la pension des titulaires de fonctions publiques.

\+

\+ +

Le projet devrait être divisé non pas en chapitres mais en titres, ce qui permettrait d'y apporter des subdivisions. Les mots "chapitre premier" devraient dont être remplacés par les mots "titre premier".

\+

\+ +

Chapitre premier du projet (titre premier dans la présentation proposée par le Conseil d'Etat).

L'intitulé de ce chapitre est rédigé de la façon suivante : "Dispositions établissant des relations entre les régimes de pension du secteur public et du secteur privé". Pour comprendre la portée des dispositions de ce chapitre, il ne faut pas perdre de vue que

.../...

le régime de pension du secteur privé est parfois applicable à des agents du secteur public. Tel est notamment le cas des agents engagés par contrat, des agents tombant sous l'application de la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques et de ceux auxquels s'applique l'article 15 de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit. Il résulte de ces lois que l'expression "régime de pension du secteur privé" n'est plus entièrement exacte. Elle désigne le régime qui, initialement, était prévu pour les ouvriers et employés du secteur privé mais qui, en réalité, est applicable aussi à de nombreux agents du secteur public.

\+

\+ \+

Section première du chapitre premier du projet
(le chapitre premier du titre premier dans la présentation proposée par le Conseil d'Etat).

L'intitulé de la section première "Transferts du secteur privé au secteur public" pourrait faire croire que cette section vise le cas des personnes qui, après une activité professionnelle dans le secteur privé, entrent au service d'une autorité administrative. Or, le projet concerne essentiellement des personnes qui ont été au service d'une autorité administrative, tout en ayant été soumises d'abord au régime des pensions du secteur privé et, ensuite, à celui des pensions du secteur public. Ce n'est qu'exceptionnellement que des servies accomplis dans le secteur privé pourraient être

.../...

pris en considération pour fixer le montant de la pension du secteur public. Il convient donc de rédiger l'intitulé de la façon suivante : "Transferts du régime de pension du secteur privé au régime de pension du secteur public".

\+

\+ +

Article 1er.

Cet article délimite son champ d'application de la façon suivante :

"Lorsque des services qui ont entraîné l'assujettissement à un des régimes de pension des ouvriers, des employés ou des marins, deviennent admissibles pour établir les droits à la pension de retraite de personnes soumises à un des autres régimes de pension établis par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou, par un règlement communal, ou par la Société nationale des chemins de fer belges ... ".

Cette disposition appelle les observations suivantes.

I.

Le texte reproduit ci-dessus indique que les articles 1er à 3 du projet n'ont pas pour effet de rendre certains services admissibles pour la pension de retraite mais que, partant du fait que certains de ces services sont déjà admissibles pour la pension de retraite en vertu d'autres textes, ces articles établissent diverses conséquences qui découleront de l'admissibilité de ces services. Le projet s'appliquera aussi aux services qui seront déclarés admissibles par des lois qui lui seront postérieures.

.../...

L'exposé des motifs déclare à ce sujet que les régimes de pension de retraite du personnel de l'Etat et des corps spéciaux "permettent de prendre en considération pour la détermination éventuelle du droit à la pension, et pour la fixation de son montant, les services antérieurs à la nomination définitive". Par cette phrase, le Gouvernement a en vue notamment les anciens agents temporaires de l'Etat pourvus d'une nomination définitive. L'exposé des motifs se réfère ainsi à une jurisprudence administrative ancienne et encore suivie, notamment lors de la régularisation des agents temporaires. En vertu de cette jurisprudence les services prestés avant la nomination définitive entrent en ligne de compte pour la pension de retraite.

II.

Le projet concerne des personnes qui ont été assujetties à un des régimes de pension des ouvriers, des employés ou des marins. Il ne cite pas les personnes qui ont été assujetties au régime de retraite des ouvriers mineurs. Il résulte des explications données au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre que cette hypothèse ne doit pas être retenue, car des services accomplis sous ce régime ne sont pas pris en considération pour fixer la pension de retraite du secteur public.

.../...

III.

Le projet se réfère aux "personnes soumises à un des autres régimes de pension établis par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial, par un règlement communal ou par la Société nationale des chemins de fer". Tel qu'il est rédigé, ce texte n'exclut pas les personnes soumises au régime de pension des travailleurs indépendants qui est établi par une loi, actuellement celle du 31 août 1963, ni les assurés libres dont le régime de pension est également réglé par une loi, celle du 12 février 1963. Puisqu'il résulte du contexte que le projet ne concerne que les pensions du secteur public, il convient donc de remplacer les mots "un des autres régimes de pension" par les mots "un des régimes de pension du secteur public".

.../...

IV.

Le régime des pensions des ouvriers assujettis à la caisse des ouvriers de l'Etat soulève un problème. En effet, les statuts de cette caisse sont établis par un arrêté royal du 1er juillet 1937 dont le préambule n'invoque aucune loi. Il pourrait, dès lors, être soutenu que ce régime n'est pas établi en vertu d'une loi. Pour éviter des contestations, il convient donc de viser expressément dans l'énumération reproduite à l'observation III, les statuts de la caisse des ouvriers de l'Etat et d'ajouter après les mots "par un règlement communal" les mots "par les règlements relatifs à la caisse des ouvriers de l'Etat".

+

Dans la phrase liminaire de l'article 1er, les mots "envers l'intéressé et ses ayants droit" doivent être remplacés par les mots "envers les intéressés et leurs ayants droit". Ceux-ci sont, en effet, désignés dans la même phrase par les mots "personnes soumises à ... ". Pour ce même motif, les mots "il est assujetti" doivent être remplacés par les mots "ils sont assujettis".

+

Le projet prévoit le versement des réserves mathématiques et des cotisations à "l'autorité qui gère le régime des pensions de survie".

Il serait préférable d'employer le terme "institution" plutôt que le terme "autorité".

+

.../...

L'article 1er pose un problème difficile de rédaction. Il doit, en effet, indiquer les cotisations versées pour la pension et les réserves mathématiques qui devront être transférées des organismes qui gèrent les pensions du secteur privé aux organismes qui gèrent les pensions du secteur public. Or, ces sommes ont parfois été versées il y a 20 ou 30 ans, ou même davantage. En raison des modifications apportées successivement à la législation sur les pensions, le texte devrait, pour être précis, citer un grand nombre de lois dont certaines sont abrogées. Le Gouvernement a renoncé à faire cette énumération et emploie des expressions générales, telles que "lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré"; ces expressions permettent de désigner plusieurs lois qui ont été en vigueur en même temps, ou se sont succédé dans le temps. Cette méthode de rédaction est moins précise que celle qui consisterait à citer toutes les lois qui ont prévu soit le paiement de cotisations, soit la constitution de rentes. Elle présente cependant un avantage, celui de permettre l'application de la loi actuellement en projet à des situations qui seront régies à l'avenir par de nouvelles lois de pension.

+

L'article 1er se termine par les mots "le tout sous déduction de la part des cotisations qui auraient éventuellement été payées directement par l'employeur à l'organisme d'assurance auquel l'agent a été affilié". On pourrait en déduire que la part des cotisations prévues par ce texte doit être déduite de chacune des réserves mathématiques ou cotisations citées aux 1°, 2°, 3° et 4°. Mais, il résulte des explications données par

.../...

le délégué du Gouvernement que la part des cotisations qui ont été payées directement par l'employeur à l'organisme d'assurance ne doit être déduite que des cotisations visées au 4°. Il convient donc de rédiger le 4° de la façon suivante :

"Sous déduction de la part qui aurait éventuellement été payée directement par l'employeur à l'organisme d'assurance auquel l'intéressé a été affilié, les cotisations personnelles et patronales ... " (la suite comme au projet) ...

Article 3.

L'article 1er du projet impose le versement des réserves mathématiques et des cotisations à l'institution qui gère le régime des pensions de survie. Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement que l'article 3 permettra au Roi d'attribuer à une autre institution que celle qui est indiquée à l'article 1er les sommes initialement versées à cette autorité.

L'article 3 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 3.-

Le Roi détermine l'affectation qui doit être donnée aux sommes dont le versement est prévu par l'article 1er ainsi que la répartition éventuelle de ces sommes entre les diverses institutions intéressées".

.../...

Section II du chapitre premier du projet
(chapitre II du titre premier dans la présentation proposée par le Conseil d'Etat).

L'intitulé "Transferts du secteur public au secteur privé" devrait être remplacé par les mots "Transferts du régime de pension du secteur public au régime de pension du secteur privé".

Cette section établit certaines règles qui s'appliquent lorsque le titulaire d'une fonction publique perd ses droits à la pension de retraite. Dans le régime actuel des pensions, le fonctionnaire qui démissionne perd tout droit à la pension de retraite. Le projet prévoit que lorsqu'un titulaire de fonction publique perd ses droits à la pension de retraite du secteur public, il est considéré comme ayant été assujetti au régime de pension du secteur privé. Pour assurer ce transfert du régime de pension du secteur public au régime de pension du secteur privé, il est nécessaire que soient versées aux organismes qui gèrent la pension du secteur privé des sommes compensant celles qui leur auraient été payées si l'intéressé qui est censé avoir été assujetti à ce régime de pension, l'avait été réellement .Les articles 5 et 9 du projet (article 8 dans le numérotage qui sera proposé ci-après par le Conseil d'Etat) prévoient le paiement de ces sommes, mais ils chargent le Roi d'en arrêter le mode de calcul et la prise en charge.

+

\+ +

.../...

Il résultera du projet que des services accomplis dans le secteur public sous le régime de la pension du secteur public pourront être pris en considération pour établir le montant de la pension du secteur privé, même si après avoir quitté le secteur public l'intéressé n'occupe pas un emploi dans le secteur privé. La loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers (article 9, § 2, et article 11) et la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés (articles 11, § 2, et 13) permettent déjà de prendre en considération, pour la détermination de la pension du secteur privé, des services accomplis sous le régime de la pension du secteur public. Le projet n'abroge pas ces dispositions qui, s'ajoutant à celles contenues dans le projet, permettent d'apporter une solution aux problèmes que pose en matière de pension, la situation des personnes qui ont eu une carrière mixte comportant des services sous le régime de la pension du secteur public et des services sous le régime de la pension du secteur privé.

\+

\+ \+

La compréhension du projet serait facilitée si la section II, devenant le chapitre II, était subdivisée. La subdivision pourrait être faite en tenant compte des catégories distinctes de personnes intéressées.

Il est proposé d'établir cette subdivision selon le plan ci-après :

.../...

CHAPITRE II. - TRANSFERTS DU REGIME DE PENSION DU SECTEUR PUBLIC AU REGIME DE PENSION DU SECTEUR PRIVE.

Section première. Dispositions applicables à diverses catégories de titulaires de fonctions publiques.

Article 4, §§ 1er et 2, du projet, restant l'article 4, §§ 1er et 2.

Section II. Dispositions applicables à certains membres du personnel de l'administration d'Afrique.

Article 4, §§ 3 et 4, du projet, devenant l'article 5, §§ 1er et 2.

Section III. Dispositions applicables aux militaires.

Article 8 du projet, devenant l'article 6.

Section IV. Dispositions applicables aux personnes dont le subside-traitement a fait l'objet du prélèvement prévu par l'article 5 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Article 13 du projet, devenant l'article 7.

.../...

Section V. Dispositions communes applicables aux personnes visées aux sections première, II, III et IV.

Articles 5 et 9 du projet, devenant l'article 8.

Articles 6 et 10 du projet, devenant l'article 9.

Section VI. Dispositions relatives aux pensions de veuves.

Article 7 du projet, devenant l'article 10.

Article 11 du projet, restant l'article 11.

Article 12 du projet, restant l'article 12.

Section VII. Mesures d'exécution.

Article 14, alinéa 2 du projet, devenant l'article 13.

L'article 14, alinéa 1er, du projet, qui prévoit notamment des mesures d'exécution de l'article 1er, devrait faire l'objet d'un chapitre distinct du titre premier, le chapitre III, qui serait intitulé "Délais" et comprendrait un seul article : l'article 14.

\+

\+ \+

.../...

Article 4, § 1er et § 2, (article 4, § 1er et § 2, dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement que l'expression "organisme d'intérêt public" ne désigne que ceux de ces organismes auxquels s'applique la loi du 16 mars 1954. Les mots "auquel s'applique la loi du 16 mars 1954" devraient donc être ajoutés aux mots "organisme d'intérêt public".

L'exposé des motifs déclare que le projet ne s'applique pas au pensionné qui perd ses droits à la suite d'une condamnation à une peine criminelle. Il fait ainsi allusion à l'article 49 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, auquel le projet n'apporte aucune modification et qui peut emporter pour la personne condamnée à une peine "infamante" la privation de la pension ou du droit de l'obtenir. Il convient de relever, toutefois, qu'à défaut de disposition contraire, le projet s'appliquera à l'agent démis d'office ou révoqué à la suite d'une condamnation à une peine criminelle.

Article 8 du projet (article 6 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

L'article 8 et d'autres dispositions du projet établissent des règles particulières applicables aux militaires. Pour cette catégorie de titulaires de fonctions publiques, le législateur a déjà fixé certaines règles qui permettent de valider, dans le régime de pension du secteur privé, des services accomplis à l'armée. La création dans les forces armées de cadres d'officiers

.../...

et de sous-officiers "engagés" à temps en raison de la prolongation du terme de milice (officiers de complément, officiers de réserve en rappel de longue durée) ou en raison de la spécialité de la fonction (officiers et sous-officiers auxiliaires de la force aérienne) rendit, en effet, nécessaire un régime qui tiendrait compte des services militaires temporaires pour la fixation de la situation des intéressés au point de vue de la sécurité sociale.

La loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée a prévu dans un chapitre Ier l'incidence des services militaires temporaires sur le régime du chômage et de l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité. Le chapitre II de cette loi a trait à l'incidence de ces services sur le régime de pension.

Lorsque le Gouvernement déposa au Parlement le projet qui devint la loi du 28 juin 1960, il fit part de ses intentions de régler la question de la pension pour tous les titulaires de fonctions publiques et de proposer à ce moment l'abrogation des dispositions particulières aux militaires (session 1958-1959, Chambre, Doc. parl. n° 286/1, exposé des motifs, p. 2).

.../...

Le présent projet répond à ces intentions et il prévoit, en son article 40, § 2(article 42, § 2, dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat), l'abrogation du chapitre II "Pension" de la loi du 28 juin 1960.

Aux termes de l'article 8, § 1er, 2°, du projet (article 6 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat), lorsqu'un militaire est rendu à la vie civile, il est censé avoir été assujetti au régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins "pendant la durée des services accomplis après la mise à la pension, lorsque ceux-ci ne peuvent entrer en ligne de compte pour la revision prévue par l'article 76 des lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923".

L'article 45 des lois coordonnées sur les pensions militaires a été remplacé par la loi du 9 juillet 1951 et modifié à nouveau par la loi du 24 avril 1958. Cette dernière loi a déplacé l'article 45, qui est devenu l'article 76 des lois sur les pensions militaires.

Cette disposition prévoit la revision des pensions d'ancienneté des militaires qui, après le 25 août 1939, ont accompli des services postérieurement à la date de prise de cours de leur pension; cette revision a lieu à la demande de l'intéressé. Les pensions ne peuvent toutefois être revisées lorsque le nouveau temps de service a été de moins de 180 jours ou lorsque les services ont été accomplis au-delà de la limite d'âge en vigueur au moment où ils ont été accomplis.

.../...

Le projet dispose que lorsque ces services n'ont pas pu être pris en considération pour la revision, ils seront considérés comme ayant été accomplis sous le régime de la pension du secteur privé.

Le 2° du § 1er devrait être rédigé de la façon suivante : "pendant la durée des services accomplis après la mise à la pension, lorsque ceux-ci ne peuvent entrer en ligne de compte pour la revision prévue par l'article 76 des lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 24 avril 1958".

Le § 2 de l'article 8 du projet (article 6 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) énumère les services qui ne peuvent entrer en ligne de compte pour déterminer la durée des services qui seront considérés comme ayant été accomplis sous le régime de pension du secteur privé. Cette disposition reprend les cas prévus par l'article 6, 1° à 3°, de la loi du 28 juin 1960, mais omet celui qui fait l'objet du 4° : celui des militaires qui bénéficient d'une pension de retraite en vertu des lois sur les pensions militaires.

Le projet n'exclut plus ces services et permet de faire entrer en ligne de compte le temps passé en service par certains pensionnés.

Diverses dispositions légales permettent à des pensionnés d'être appelés à accomplir de nouveaux services, notamment :

.../...

- l'article 84 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;
- l'article 10, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers,

  et l'article 22 de la loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale.

Article 13 du projet (article 7 du numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

Cette disposition est longuement commentée dans l'exposé des motifs. Ce document explique que la loi du 30 janvier 1954 accorde une pension aux seuls membres du personnel enseignant qui exercent une fonction principale, mais par contre prévoit le prélèvement de la contribution au profit du Fonds des pensions de survie sur tous les subsides-traitements, y compris ceux qui sont accordés aux membres du personnel qui n'exercent pas une fonction principale. Pour remédier à cette situation le projet rend les articles 4 à 7 (les articles 5, 6 et 7 du projet deviennent les articles 8, 9 et 10 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) et 22 applicables à ces personnes, bien qu'elles ne puissent pas bénéficier de la pension de retraite. Il rend les articles 11 et 26 applicables aux veuves de ces personnes.

On pourrait déduire de l'article 13 du projet que les personnes qui peuvent bénéficier de la pension prévue par la loi du 30 janvier 1954 et les veuves de

.../...

ces personnes ne tombent pas sous l'application des articles 4 à 7, 11, 22 et 26, mais que ces articles leur sont rendus applicables par l'article 13. Or, les articles 4 à 7, 11, 22 et 26 s'appliquent notamment à toute personne appelée à bénéficier d'un régime de pension à charge du Trésor public ou à la veuve d'une personne qui a été appelée à bénéficier d'un tel régime.

Ils sont par conséquent applicables aux personnes qui peuvent bénéficier d'une pension sur base de la loi du 30 janvier 1954 ainsi qu'aux veuves de ces personnes. La seule portée de l'article 13 est donc d'étendre l'application des articles 4 à 7, 11, 22 et 26 aux personnes dont les subsides-traitements ont fait l'objet du prélèvement prévu par l'article 5 de la loi du 30 janvier 1954, mais qui ne peuvent bénéficier de la pension de retraite prévue par cette loi.

L'article 13 du projet pourrait être rédigé de la façon suivante, les références étant faites suivant le numérotage proposé par le Conseil d'Etat.

"Article 7.-

Les articles 4, 10 et 22 sont applicables aux personnes dont les subsides-traitements ont fait l'objet du prélèvement prévu par l'article 5 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique, mais qui ne peuvent bénéficier de la pension de retraite prévue par cette loi. Pour ces personnes, la cessation des fonctions est assimilée à la perte du droit à la pension de retraite.

.../...

Les articles 11 et 26 sont applicables aux veuves des personnes visées au premier alinéa".

Il faut observer que l'article 13 du projet ne s'applique pas uniquement au personnel des établissements privés de l'enseignement technique. En effet, l'article 47 de la loi du 29 mai 1959, modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, dispose que le système de la loi du 30 janvier 1954 sert provisoirement de base à l'octroi et au calcul de la pension des membres du personnel admis aux subventions, pour lesquels la loi n'a pas encore institué de régime de pension à charge du Trésor public.

Articles 5 et 9 du projet (article 8 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

Les articles 5 et 9 du projet pourraient être fusionnés en un seul article rédigé comme suit :

"Article 8.-

Lorsqu'il est fait application des articles 4, 5 ou 6, l'institution qui gère le régime de pension de retraite auquel l'intéressé était soumis verse pour les services et périodes déclarés admissibles par ces articles, des sommes dont le Roi arrête le mode de calcul , la prise en charge, la destination et l'affectation".

.../...

Articles 6 et 10 du projet (article 9 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

A l'article 6 du projet les termes "régime des pensions des services publics, exclusif de celui des ouvriers, des employés ou des marins" pourraient faire croire que l'article ne s'appliquera que lorsque l'intéressé ne pourra bénéficier d'aucun avantage provenant de son assujettissement antérieur au régime de pension du secteur privé, c'est-à-dire lorsque le régime de pension du secteur public auquel il est soumis prohibera tout cumul avec un avantage prévu par le régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins. Telle n'est pas l'intention du Gouvernement, qui veut uniquement exclure l'application de l'article 6, lorsque l'intéressé, tout en exerçant une fonction qui l'assujettit au régime de pension du secteur privé, exerce une fonction publique qui l'assujettit pour cette fonction au régime de pension du secteur public.

Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que l'article 6 du projet s'appliquera même si l'intéressé reprend du service dans une administration rangée par le projet dans une autre catégorie que celle qu'il a quittée, pourvu que les services accomplis dans la première administration soient pris en considération pour le calcul de la pension octroyée par la seconde administration.

L'article 10 du projet appelle, en ce qui concerne l'expression "régime de pension exclusif de celui des ouvriers, des employés ou des marins", la même observation que l'article 6 du projet.

.../...

Les articles 6 et 10 du projet établissent des règles applicables respectivement aux personnes mentionnées à l'article 4 du projet et aux militaires. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que c'est intentionnellement que des dispositions différentes ont été établies pour les fonctionnaires civils et pour les militaires. Pour les fonctionnaires civils, l'article 6 ne s'appliquera que si les services auxquels se rapporte le transfert sont de nouveau admissibles pour l'établissement de la pension de retraite. Pour les militaires, l'article 10 s'appliquera dès que les services militaires sont pris en considération pour la pension de l'intéressé. Selon le délégué du Ministre l'expression "les services militaires" ne vise pas nécessairement les services pour lesquels les transferts ont été effectués. C'est ainsi notamment que le projet prévoit des transferts pour les services accomplis à partir de l'âge de seize ans, alors que dans plusieurs régimes de pension les services militaires ne sont pris en considération qu'à partir de l'âge de dix-neuf ans. Il se justifie donc de maintenir une rédaction différente pour les services militaires. Les articles 6 et 10 du projet pourraient toutefois être fusionnés en un seul article, qui serait rédigé comme suit, les références étant faites suivant le numérotage proposé par le Conseil d'Etat.

"Article 9.-

Lorsqu'une personne à laquelle l'article 4 ou l'article 5 est applicable se trouve à nouveau soumise à un régime de pension des services publics en raison de la fonction qu'elle exerce sans être soumise au régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins, en raison de l'occupation simultanée d'un autre emploi, les versements

.../...

imposés par l'article 8 ne doivent pas être effectués si les services et périodes auxquels ces versements se rapportent sont de nouveau admissibles pour l'établissement de la pension de retraite.

Lorsqu'un militaire auquel l'article 6 est applicable se trouve à nouveau soumis à un régime de pension des services publics en raison de la fonction qu'il exerce sans être soumis au régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins, en raison de l'occupation simultanée d'un autre emploi, les versements imposés par l'article 8 ne doivent pas être effectués, si pour l'établissement de la pension le régime de pension des services publics auquel l'intéressé est soumis prend en considération les services militaires en totalité ou en partie.

Lorsque, dans les cas prévus aux alinéas 1er et 2, les versements ont été effectués, ils sont remboursés à l'autorité qui en a supporté la charge.

Les services pour lesquels les versements ne doivent pas être faits et ceux pour lesquels les versements sont remboursés ne donnent pas lieu à l'application des articles 4, 5 et 6".

Le texte proposé prévoit le remboursement des versements à l'autorité qui en a supporté la charge puisque, en vertu des articles 5 et 9 du projet (article 8 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat), les sommes qui doivent être transférées peuvent être mises à la charge d'une autorité autre que celle qui les a versées.

.../...

La rentrée au service d'une administration dans un emploi accessoire pourra poser un problème que le projet ne résoud pas. L'ancien titulaire d'une fonction publique qui exerce une activité principale dans le secteur privé bénéficiera du transfert des sommes compensant les cotisations et ses services dans le secteur public compteront pour établir sa pension dans le régime du secteur privé. S'il exerce, en outre, une fonction accessoire dans le secteur public, il pourra, dans certains cas, bénéficier, pour cette fonction, d'une pension du secteur public qui tiendra compte des années passées antérieurement dans l'exercice d'une fonction publique pour lesquelles les transferts auront été effectués. Ces années compteront donc deux fois, une fois pour l'établissement de la pension du secteur privé correspondant à la fonction principale et une fois pour l'établissement de la pension du secteur public correspondant à la fonction accessoire.

Article 7 du projet (article 10 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

Cet article prévoit que, lorsque, en vertu d'autres dispositions la veuve pourrait prétendre à deux pensions pour la même période d'activité, elle n'aura droit pour cette période, qu'à la pension du régime du secteur public qui est généralement plus avantageuse que la pension de veuve du régime du secteur privé.

Cet article pourrait être rédigé de la façon suivante, les références étant faites selon le numérotage proposé par le Conseil d'Etat :

.../...

"Article 10.-

Lorsqu'il a été fait application des articles 4 ou 5 et que le régime de pension du secteur public auquel l'intéressé était affilié prévoit l'obligation de payer une pension de veuve, les services en fonction desquels cette pension a été accordée ne peuvent plus être pris en considération pour l'octroi d'une pension de survie selon le régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins. Dans ce cas, les organismes qui ont reçu les sommes versées en exécution de l'article 8 sont tenus d'en rembourser la moitié à l'institution qui gère le régime de pension de veuve".

Article 11 du projet (l'article 11 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat).

§ 1er. Pour le motif indiqué dans l'observation relative à l'article 4, § 1er, du projet, les mots "auquel s'applique la loi du 16 mars 1954" devraient être ajoutés aux mots "organisme d'intérêt public".

Une disposition correspondant à celle de l'article 11, § 1er, étant prévue pour les militaires par l'article 12, il y a lieu d'ajouter les mots "à l'exception des militaires" après les mots "appelé à bénéficier d'un régime de pension à charge du Trésor public".

Les mots "tout autre agent ayant été appelé" devraient être remplacés par les mots "toute autre personne ayant été appelée".

.../...

§ 2. En tenant compte du numérotage proposé par le Conseil d'Etat, la référence à l'article 4, § 4, doit être remplacée par une référence à l'article 5, § 2.

§ 3. Le mot "autorité" devrait être remplacé par le mot "institution" et l'expression "montants visés" par "sommes visées".

Bien que la somme transférée soit destinée au paiement d'une pension de survie, c'est l'institution qui gère le régime des pensions de retraite qui doit la payer. Il résulte des explications données par le délégué du Ministre que cette solution a été adoptée parce que dans certains cas , notamment celui des Régies soumises à l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935, l'autorité dont le fonctionnaire dépendait ne gère pas elle-même les pensions de survie. Mais dans ce cas, l'arrêté royal pris en exécution de l'article 5 du projet (article 8 dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat) pourra prévoir que le versement sera pris en charge par une autre institution que celle qui l'a effectué.

En tenant compte du numérotage proposé par le Conseil d'Etat, la référence à l'article 5 doit être remplacée par une référence à l'article 8.

Article 12 du projet (article 12 dans le numérotage proposé).

En tenant compte du numérotage proposé par le Conseil d'Etat, les références à l'article 8 et à l'article 9 doivent être remplacées respectivement par une référence à l'article 6 et à l'article 8. L'expression "montants visés" devrait être remplacée par "sommes visées".

.../...

L'article 12 envisage le cas de la veuve d'un militaire ou d'un ancien militaire qui ne peut obtenir une pension de veuve en raison des services prestés par son mari.

Il résulte de l article 1er de l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936, unifiant le régime de pension des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, modifié par la loi du 30 avril 1958, que n'a pas droit à la pension :

1° la veuve qui a épousé un militaire pensionné qui n'avait pas 20 ans de services admissibles;

2° la veuve d'un militaire qui n'a pas été rémunéré pendant une année entière;

3° la veuve d'un militaire dont le mariage n'a pas duré un an.

Article 14, alinéa 2, du projet (article 13 dans le numérotage proposé).

Cette disposition pourrait être rédigée de la façon suivante, les références étant faites suivant le numérotage proposé; la référence à l'article 41 sera remplacée par une disposition figurant dans la partie du projet relative à cette matière:

"Article 13.-

Le Roi détermine les personnes qui doivent être considérées comme ouvriers, comme employés ou comme marins pour l'application des articles 4, 5, 6, 11 et 12".

.../...

Article 14, alinéa ler, du projet (article 14 dans le numérotage proposé).

Cet alinéa dispose que le Roi détermine le délai dans lequel l'administration ou l'organisme dont l'intéressé relève ou relevait prend les mesures nécessaires à l'exécution des articles ler, 4, 8, 11, 12 et 41 ainsi que le délai dans lequel doit être effectué le versement prévu par les articles ler, 5, 9, 11, 12 et 41.

S'il se justifie de fixer un délai pour les versements, l'on n'aperçoit par contre pas quelles mesures l'administration ou l'organisme devrait prendre pour exécuter les articles ler, 4, 8, 11 et 12 du projet.

Tenant compte de cette remarque, de la suggestion faite ci-dessus à propos de l'article 41 ainsi que du numérotage proposé, l'article 14 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 14.-

Le Roi détermine le délai dans lequel doivent être effectués les versements prévus par les articles ler, 8, 11, 12 et 41".

Si le Gouvernement estimait nécessaire de confier au Roi d'autres pouvoirs, il devrait compléter ce texte par une disposition indiquant d'une façon plus précise que ne le fait le projet, quels sont les pouvoirs attribués au Roi.

.../...

Section III du chapitre premier du projet (chapitre IV du titre premier dans la présentation proposée par le Conseil d'Etat).

La section III, intitulée "Dispositions transitoires", contient des mesures transitoires adaptant à certaines situations particulières de fait ou de droit, les règles contenues dans les deux premières sections du chapitre premier du projet. Il serait préférable de remplacer les mots "Dispositions transitoires" par les mots "Régimes transitoires" et de grouper les articles 15 à 21 dans une section première intitulée "Mesures transitoires pour l'application du chapitre premier" et les articles 22 à 28 dans une section II intitulée "Mesures transitoires pour l'application du chapitre II".

Article 16.

Cet article pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 16.-

Lorsqu'une personne a obtenu, du chef de son assujettissement au régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins, des prestations qui ont pris cours avant la date à laquelle la présente loi produit ses effets, l'article 1er n'est appliqué qu'à la demande de cette personne. Cette demande doit être introduite dans le délai fixé par le Roi".

.../...

Article 17.

Cet article impose à l'administration l'obligation d'examiner d'office si l'application de l'article 1er, qui entraîne celle de l'article 2, constitue pour la veuve un avantage ou un préjudice. Le résultat de cette comparaison pourra varier selon l'époque à laquelle celle-ci est faite. En effet, un régime de pension qui, à une époque déterminée, est plus avantageux qu'un autre régime peut devenir moins avantageux après quelque temps en raison, soit d'une modification de la législation, soit d'une modification dans la situation personnelle de la veuve.

D'après les explications fournies par le délégué du Gouvernement, il apparaît que l'intention de celui-ci est de ne pas tenir compte de ces modifications successives pour procéder d'office à des transferts répétés d'un régime à l'autre et aux revisions de pension qui en résulteraient.

Il conviendrait, dès lors, de fixer dans le projet une date à laquelle devra être effectuée la comparaison des deux régimes de pension. Ainsi, la décision ne devrait plus être revisée, sauf si elle était entachée d'erreur. Pour tenir compte de cette observation, l'article pourrait être complété par un second alinéa rédigé comme suit :

.../...

"L'application de l'article 1er est considérée comme ne portant pas préjudice à la veuve, lorsqu'elle assure à cette dernière ... (par exemple, à la date d'expiration du délai fixé à l'article 16) des avantages égaux ou supérieurs aux prestations que lui assure le régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins".

Le Gouvernement pourrait fixer des dates différentes pour chacun des deux cas visés à cet article.

Article 18.

Cet article prévoit des mesures transitoires pour les personnes auxquelles s'applique la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Cette loi a permis au Roi de soumettre au régime de pension des agents de l'Etat, les agents des organismes d'intérêt public dont le personnel est doté d'un statut légal ou réglementaire. Les arrêtés royaux pris en exécution de cette loi doivent indiquer, pour chaque organisme, la date à laquelle le personnel sera soumis au régime de pension du personnel de l'Etat.

A ce jour, trois arrêtés royaux ont été pris en exécution de l'article 1er de cette loi. Ce sont :

1° l'arrêté royal du 24 mars 1959, rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du secrétariat du Conseil central de l'économie et de certains conseils professionnels (Moniteur belge du 28 mars 1959);

.../...

2° l'arrêté royal du 8 mai 1963 rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du secrétariat du Conseil national du travail (Moniteur belge du 15 juin 1963);

3° l'arrêté royal du 6 juin 1963 rendant le régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du secrétariat du Conseil supérieur des classes moyennes (Moniteur belge du 19 juillet 1963).

L'article 13 de la loi du 28 avril 1958, que les articles 36 et 37 du projet(articles 33 et 34 dans le numérotage proposé) modifient, a prévu la subrogation de l'Etat dans les droits que les agents soumis au régime de pension du personnel de l'Etat tenaient d'autres régimes de pension. Le législateur a donc mis en vigueur pour le transfert d'un régime de pension à l'autre, un système différent de celui qui est prévu par le projet. C'est pour ce motif que l'article 18 du projet ne rétroagit pas pour les personnes visées par la loi du 28 avril 1958.

Article 19.

Cet article ne fait pas allusion au régime de pension des marins, alors que les autres articles s'y réfèrent.

.../...

Article 20.

Alinéa premier.

Cet alinéa dispose qu'en cas de difficultés, le Roi fixe le montant des sommes à transférer en application de l'article 1er, 4°.

L'article 1er, 4°, établit des règles, qui devraient permettre de déterminer, de façon exacte, le montant des cotisations qu'il y a lieu de transférer d'une institution à l'autre. Il donne à certaines institutions le droit de percevoir des sommes équivalentes à des cotisations. Si l'article 20, alinéa premier, devait être interprété comme donnant au Roi le pouvoir de statuer sur les contestations que l'application de l'article premier, 4°, pourrait faire surgir, le projet devrait être complété par des dispositions prévoyant les garanties données habituellement aux parties en matière juridictionnelle.

Il semble, toutefois, que le Gouvernement n'ait pas l'intention d'attribuer au Roi le pouvoir de trancher des contestations. En effet, l'exposé des motifs déclare :

> "Il importe de donner au Roi les pouvoirs nécessaires pour trancher les difficultés soulevées par la détermination des montants à transférer.

.../...

L'expérience a démontré que dans certains cas, il n'était plus possible, les archives n'existant plus, de déterminer le montant exact des cotisations qui ont été versées au régime de la sécurité sociale.

Le Roi pourrait, dans ce cas, établir des cotisations forfaitaires".

L'exposé des motifs fait ainsi allusion à des cas dans lesquels il ne sera pas possible de fixer le montant des cotisations à transférer, en appliquant les règles contenues dans le projet. Ces difficultés pourraient donc être résolues par l'attribution au Roi d'un pouvoir réglementaire lui permettant de compléter sur certains points les dispositions légales contenues dans le projet.

L'article 20, alinéa 1er, pourrait, par conséquent, être rédigé de la façon suivante :

"Article 20.-

Le Roi arrête les règles qui permettent de déterminer les sommes qui doivent être versées lorsque, à défaut d'archives administratives, il n'est pas possible de déterminer le montant exact des cotisations qui doivent être transférées en application de l'article 1er, 4°. Il peut, dans ce cas, établir des montants forfaitaires".

.../...

Deuxième alinéa.

Cet alinéa dispose que le Roi "arrête les modalités particulières d'application de l'article 1er dans le cas où les intéressés ont bénéficié de prestations dans le cadre du régime des pensions des ouvriers, des employés ou des marins".

Plusieurs dispositions du projet accordent à certaines personnes le bénéfice de l'article 1er, alors qu'elles ont déjà bénéficié de prestations dans le régime de pension du secteur privé (voir notamment les articles 16 et 19, alinéa 2). Il est donc normal que dans ce cas, le montant des cotisations et réserves mathématiques qui doivent être transférées soit réduit. C'est ce qu'explique l'exposé des motifs. Il en résulte donc que les "modalités particulières d'application de l'article 1er" pourront éventuellement déroger aux règles énoncées par cet article.

Si le Gouvernement estimait que lorsque des cotisations réduites ont été versées, il ne convient pas de prendre en considération la totalité des services pour établir la pension des ayants droit, le projet devrait donner au Roi le pouvoir d'établir des modalités particulières d'application de l'article 2.

En tenant compte de ces observations, l'article 20, alinéa 2, pourrait être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Il arrête les modalités particulières d'application de l'article 1er et éventuellement de l'article 2, dans le cas où les intéressés ont bénéficié de prestations du régime des pensions des ouvriers, des employés ou des marins. Ces modalités particulières d'application peuvent déroger aux articles 1er et 2".

Articles 22 et 23.

Le mot "également" peut être supprimé. Les mots "sur demande des ..." devraient être remplacés par les mots "à la demande des ...".

Si le Gouvernement se rallie aux suggestions faites par le Conseil d'Etat, il conviendra de remplacer à l'article 22 la référence à l'article 5 par une référence à l'article 8, et à l'article 23 la référence aux articles 8 et 9 par une référence aux articles 6 et 8.

Article 25 du projet (article 24 dans le numérotage proposé).

Cet article, qui devrait suivre immédiatement l'article 23, pourrait être rédigé de la façon suivante, les références étant faites selon le numérotage proposé :

.../...

"Article 24.-

Le versement prévu par l'article 8 en vue de valider la durée des services prévus à l'article 6, § 1er, 2°, est effectué d'office pour les militaires rendus à la vie civile entre le 1er janvier 1955 et la date de la publication de la présente loi".

Article 24 du projet (article 25 dans le numérotage proposé).

§ 1er. En tenant compte du numérotage proposé, la référence à l'article 8 devrait être remplacée par une référence à l'article 6.

Les mots "l'article 7 est applicable dans ce cas", qui terminent le § 1er, tendent à rendre applicable à la pension de la veuve d'un militaire un régime semblable à celui que prévoit, pour les pensions des veuves de fonctionnaires civils, l'article 7 du projet (article 10 dans le numérotage proposé). Or, cet article n'est pas applicable comme tel à la pension de veuve d'un militaire. Il convient de reproduire expressément à l'article 24 du projet, devenant l'article 25 dans le numérotage proposé, la disposition de l'article 7 du projet adaptée au cas de la pension de veuve d'un militaire. Il convient aussi de supprimer à la fin du § 1er les mots "l'article 7 est applicable dans ce cas" et d'insérer entre le § 1er et le § 2, un paragraphe nouveau qui, en tenant compte du numérotage proposé, pourrait être rédigé comme suit :

.../...

"§ 2. Lorsqu'il a été fait application du § 1er, les services en fonction desquels la pension de veuve a été accordée ne peuvent plus être pris en considération pour l'octroi d'une pension de survie selon le régime de pension des ouvriers, des employés ou des marins. Dans ce cas, les organismes qui ont reçu les sommes versées en exécution de l'article 8 sont tenus d'en rembourser la moitié à l'institution qui gère le régime de pension de veuve".

§ 2 devenant le § 3.

En tenant compte du numérotage proposé, la référence à l'article 9 doit être remplacée par une référence à l'article 8.

Article 27.

Il résulte de plusieurs dispositions du projet, que des services accomplis avant l'entrée en vigueur de la loi sous le régime de pension du secteur public seront validés dans le régime de pension du secteur privé. Il se peut que, dans certains cas, les personnes auxquelles de nouveaux droits seront conférés auront déjà introduit une demande de pension d'employé, d'ouvrier ou de marin sur laquelle il aura été statué par une décision administrative définitive ou par une décision juridictionnelle ayant force de chose jugée. Il convient de prévoir dans ce cas, comme le fait l'article 41, § 3, alinéa 2, du projet (article 39 dans le numérotage proposé), l'introduction par ces personnes d'une nouvelle demande tendant à un nouvel examen de leurs droits à la pension.

.../...

Il est proposé d'insérer au début de l'article 27 deux alinéas nouveaux rédigés comme suit :

"Les personnes qui, avant la publication de la présente loi, ont introduit une demande de pension de retraite ou de survie d'employé, d'ouvrier ou de marin sur laquelle il a été statué par une décision administrative définitive ou par une décision juridictionnelle ayant force de chose jugée, doivent, pour bénéficier du chapitre II et de la section 2 du chapitre IV du présent titre, introduire une nouvelle demande selon la procédure prévue pour l'introduction des demandes de pension d'employé, d'ouvrier ou de marin.

Le Roi détermine les effets de cette nouvelle demande".

Le texte de l'alinéa unique de cet article du projet deviendrait alors l'alinéa 3 de l'article 27.

Artícle 28.

En tenant compte du numérotage proposé, les références à l'article 5 doivent être remplacées par des références à l'article 8. Il y aurait lieu d'écrire "les sommes visées à l'article 8 et le montant dudit capital".

Chapitre II du projet (titre II dans la présentation proposée).

Il est proposé de remplacer les mots "dispositions diverses" par les mots "dispositions modificatives".

.../...

Article 29.

Le projet reproduit l'article ler, alinéa ler, de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, en remplaçant par les mots "vingt années de services" les mots "trente années de service" qui figurent dans le texte actuel de cette disposition. La terminologie qu'emploie ce texte n'est plus conforme à celle qui est actuellement en usage, mais le sens en est consacré par une jurisprudence administrative plus que centenaire à laquelle le Gouvernement ne désire pas déroger. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat ne propose pas de modification au texte présenté par le Gouvernement.

Article 30.

Le texte actuel de l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 prévoit que le Gouvernement pourra admettre le magistrat, fonctionnaire ou employé "révoqué", à la pension ou lui en accorder les deux tiers "lors de la révocation". Ces derniers mots ont suscité des discussions. On s'est demandé s'il devait y avoir simultanéité entre la révocation et l'octroi de la pension éventuellement réduite aux deux tiers, ce qui aurait pour conséquence d'empêcher l'octroi d'une pension par une décision postérieure à l'acte de révocation. Le nouveau texte indique clairement que la pension réduite pourra être accordée par une décision postérieure à la révocation ou à la démission.

Selon les intentions du Gouvernement, le texte qui doit remplacer l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 est applicable à toutes les personnes qui sont soumises à cette loi, sans en excepter les magistrats. Or, le régime disciplinaire des magistrats du siège ne connaît pas la peine de la révocation, mais celle de la déchéance (article 59 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice). Il convient

.../...

donc de prévoir en plus de la démission d'office et de la révocation, la déchéance. En vertu de l'article 100 de la Constitution, un juge ne peut être privé de sa place que par "un jugement". Il en résulte que pour un magistrat du siège, c'est la Cour de cassation qui statuera sur le droit à la pension.

Aux termes du deuxième alinéa du texte qui doit remplacer l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844, ce n'est que "lorsque les conditions d'âge et de durée de service donnant ouverture au droit à une pension de retraite sont réunies au moment où la démission ou la révocation produit ses effets" que la pension réduite pourra être octroyée. Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement que l'hypothèse envisagée est celle de la personne soumise à un régime de pension qui lui permet d'obtenir une pension à un âge déterminé, mais qui l'autorise, toutefois, à rester en fonctions après cet âge. Ce n'est que si la démission d'office ou la révocation intervient au cours de l'exercice des fonctions qui suit l'âge facultatif de la retraite que la pension réduite pourra être accordée. Il résulte donc du projet que le fonctionnaire révoqué ou démis, au moment où il n'a pas atteint l'âge de la retraite, ne pourra plus être admis à la pension réduite, même s'il est reconnu hors d'état de continuer ses fonctions par suite d'infirmités.

Le projet dispose que la demande de l'agent doit être introduite dans les six mois du prononcé de la peine disciplinaire. Les termes "peine disciplinaire" ne conviennent pas pour désigner tous les cas de démission

.../...

d'office. En outre, il n'est pas logique de prendre pour point de départ d'un délai la date du prononcé d'une décision administrative, puisque cette date n'est pas nécessairement connue des intéressés. Il est préférable de faire courir le délai à partir de la notification de la décision.

En tenant compte des observations qui précèdent, les deuxième et troisième alinéas du texte, qui doit remplacer l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844, pourraient être rédigés de la façon suivante :

"La démission d'office, la révocation et la déchéance entraînent la perte du droit à la pension de retraite. Toutefois, l'autorité qui a prononcé la démission, la révocation ou la déchéance peut, à la demande de l'intéressé, admettre celui-ci à la pension réduite aux deux tiers, lorsque les conditions d'âge et de durée du service donnant ouverture au droit à une pension de retraite sont réunies à la date à laquelle la démission, la révocation ou la déchéance produit ses effets.

La demande de l'intéressé doit être introduite dans les six mois de la notification de la démission, de la révocation ou de la déchéance".

Au quatrième alinéa du texte qui doit remplacer l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 , les mots "ou à la révocation" devraient être remplacés par les mots "à la révocation ou à la déchéance".

Article 31.

Cet article devrait être rédigé de la façon suivante:

"Article 31.-

Dans l'article 2 B des lois sur les pensions militaires, coordonnées le 11 août 1923, modifié par la loi du 13 juillet 1934, les mots "trois cinquièmes" sont remplacés par les mots "deux tiers".

.../...

Article 32.

Ainsi que le signale l'exposé des motifs, le premier alinéa rendra inutile à l'avenir le régime qui prévoit la mise en disponibilité du fonctionnaire qui a atteint la limite d'âge sans avoir le nombre d'années de service requis pour obtenir la pension. Pour les agents de l'Etat, ce régime de mise en disponibilité est établi par des arrêtés royaux qui pourront être modifiés par le Roi lorsque la loi actuellement en projet sera entrée en vigueur.

L'abrogation des dispositions réglementaires qui prévoient la mise en disponibilité de l'agent qui atteint la limite d'âge sans avoir le nombre d'années de service requis pour être admis à la pension nécessitera une modification de l'article 53, alinéa 3, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifiée par la loi du 15 avril 1958, qui se réfère au régime de mise en disponibilité prévu pour les agents de l'Etat.

L'article 32 du projet, qui constitue une disposition du régime assurant le transfert du secteur public au secteur privé, n'est pas à sa place dans un chapitre qui contient des modifications à diverses lois de pension.

.../...

Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Gouvernement que cet article concerne les personnes exerçant une fonction qui les soumet à un régime de pension de retraite à charge du Trésor public, à l'exception toutefois des militaires. La disposition qui figure à l'article 32 du projet pourrait donc être insérée à l'article 4, où elle ferait l'objet d'un § 3 dont le premier alinéa serait rédigé comme suit :

"§ 3. Il est fait application des §§ 1er et 2 aux personnes, autres que les militaires, qui sont soumises à un régime de pension de retraite à charge du Trésor public et qui sont obligées de cesser leurs fonctions par application de la limite d'âge, alors qu'elles ne comptent pas le nombre minimum d'années de service requis pour avoir droit à cette pension".

Ce texte ne cite pas les articles 5, 6 et 7 du projet (articles 8, 9 et 10 dans le numérotage proposé) puisque l'application de l'article 4 du projet entraîne automatiquement l'application de ces articles.

Si la disposition qui figure à l'article 32 du projet est déplacée à l'article 4, § 3, il y aura lieu de modifier l'article 42 du projet (article 44 dans le numérotage proposé), puisque, aux termes de cet article, l'article 4 produit ses effets le 1er avril 1961, et l'article 32 produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui de la publication au Moniteur belge de la loi actuellement en projet.

.../...

Article 33 du projet (article 32 dans le numérotage proposé).

Il y a lieu d'insérer dans la phrase liminaire, après les mots "du personnel assimilé", les mots "modifié par la loi du 30 avril 1958".

Pour le motif énoncé dans l'observation relative à l'article 30, il convient de substituer au § 1er et au § 2 du texte qui doit remplacer l'article 2 de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936, aux mots "ou révoqué", les mots "révoqué ou déchu".

Le projet prévoit que la contribution volontaire sera de 6 ou 6,5 p.c. du dernier traitement d'activité. Ces taux étant susceptibles d'être modifiés, il serait préférable d'employer une formule qui resterait exacte même en cas de modification du taux de la retenue opérée sur le traitement. Le § 2, alinéa 2, du texte qui doit remplacer l'article 2 de l'arrêté royal n° 254, pourrait, dès lors, être rédigé de la façon suivante :

"Si l'agent compte cinq années au moins de services admissibles, il peut souscrire l'engagement de verser chaque année une contribution dont le taux est égal à celui de la retenue opérée sur les traitements. Dans ce cas, la pension de la femme et celle de l'enfant sont réglées en tenant compte de la période couverte par les versements. Le traitement à prendre en considération pour fixer le taux et pour établir le montant de la contribution est le dernier traitement d'activité".

.../...

Article 34 du projet (article 43 dans le numérotage proposé).

Cet article, qui fixe une modalité de l'entrée en vigueur de l'article 33 du projet (article 32 dans le numérotage proposé), devrait figurer parmi les dispositions finales.

Pour tenir compte du numérotage proposé, la référence faite à l'article 33 devrait être remplacée par une référence à l'article 32.

Articles 35, 36 et 37 du projet (articles 33 et 34 dans le numérotage proposé).

Il est proposé de grouper dans un seul article les modifications que les articles 36 et 37 du projet apportent à l'article 13 de la loi du 28 avril 1958 et de faire de la disposition qui figure à l'article 35 du projet un article 13bis de la loi du 28 avril 1958.

Le texte se présenterait de la façon suivante :

"Article 33.-

A l'article 13 de la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, sont apportées les modifications suivantes :

1° les §§ 4 et 5 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"§ 4. Nonobstant ... (comme à l'article 36 du projet)....

.../...

§ 5. Nonobstant ...(comme à l'article 36 du projet)...".

2° L'article est complété par la disposition suivante :

"§ 7. Les agents qui tiennent des droits d'un régime de pension autre que celui qui est institué par la présente loi, sont obligés de les faire valoir... (la suite comme à l'article 37 du projet) ... ".

"Article 34.-

Un article 13bis rédigé comme suit est inséré dans la même loi du 28 avril 1958 :

"Article 13 bis. Lorsque le chapitre premier du titre premier de la loi établissant certaines relations entre les régimes de pension du secteur public et ceux du secteur privé est appliqué aux personnes visées par la présente loi, les subrogations prévues à l'article 13 sont limitées aux avantages autres que ceux qui sont prévus par la législation sur la pension de retraite et de survie des employés ou des ouvriers".

Chapitre III du projet (titre IV dans la présentation proposée ci-après par le Conseil d'Etat).

Article 39 du projet.

Cet article est rédigé de la façon suivante :

"Article 39.-

§ 1er. Par "lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré", sont notamment visées : ...

.../...

§ 2. Par "lois relatives à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés", sont notamment visées : ... ".

Le Gouvernement a soumis ce texte au Conseil d'Etat sans le compléter.

Le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de se prononcer sur un texte incomplet. Il attire, au surplus, l'attention du Gouvernement sur les inconvénients que peut comporter l'insertion dans le texte d'une loi, d'une énumération purement exemplative de certaines dispositions, cette énumération laisse subsister un doute au sujet de l'application d'autres dispositions qui n'y sont pas mentionnées. Cet article devrait donc être omis. Si le Gouvernement estime qu'une énumération exemplative peut être utile, il serait préférable de la faire figurer dans l'exposé des motifs.

Article 40 du projet (article 42 dans le numérotage proposé).

§ 1er. Ce paragraphe abroge l'article 7, alinéa 3, de la loi du 30 janvier 1954, à partir du 1er janvier 1954, c'est-à-dire à partir du jour où cette disposition est entrée en vigueur. Celle-ci devrait donc être rapportée et non pas abrogée. Le § 1er serait alors rédigé de la façon suivante :

"§ 1er. L'article 7, alinéa 3, de la loi du 30 janvier 1954, régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique, est rapporté. Toutefois, les transferts effectués en application de cette disposition sont réputés avoir été faits en conformité de la présente loi".

.../...

§ 2. Après un nouvel examen de cette disposition avec le délégué du Gouvernement et en tenant compte du numérotage proposé par le Conseil d'Etat, il est suggéré de rédiger le § 2 de la façon suivante :

"§ 2. L'article 6 et l'article 7, § 1er, alinéa 1er, et § 2,de la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée, sont abrogés à la date de la publication de la présente loi.

L'article 7, § 1er, alinéa 2, et § 3,de la même loi est rapporté et remplacé, avec effet au 1er janvier 1955, par l'article 9, alinéas 2, 3 et 4, et l'article 25 de la présente loi. A cet effet, les versements opérés en application de l'article 7, § 1er,de la loi du 28 juin 1960 sont réputés avoir été faits en application de l'article 8 de la présente loi".

.../...

§ 3. Cette disposition prévoit l'abrogation de l'arrêté royal du 10 mars 1961, pris en exécution de l'article 24 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, modifiée par la loi du 1er août 1957. Ce § 3 doit, aux termes de l'article 42 du projet (article 44 dans le numérotage proposé), produire ses effets le 1er avril 1961, date qui, selon l'exposé des motifs, serait celle de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 10 mars 1961. Il importe de noter que cet arrêté a été publié au Moniteur belge du 18 mars 1961, et qu'il est donc entré en vigueur le 28 mars. Sauf si le Gouvernement estimait qu'il convient de maintenir, pour la période comprise entre le 28 mars et le 1er avril 1961, les effets des dispositions de l'arrêté royal du 10 mars 1961 qui n'ont pas été annulées par le Conseil d'Etat, il y aurait lieu de remplacer au § 3, les mots "est abrogé" par les mots "est rapporté". Dans la seconde phrase de ce paragraphe, les mots "cet arrêté" devraient être remplacés par les mots "cet arrêté royal".

§ 4. Cette disposition abroge l'article 6 de la loi du 31 juillet 1963 relative à la pension des membres du personnel des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux, qui reçoivent une subvention-traitement à charge de l'Etat. L'article 42 du projet (article 44 dans le numérotage proposé) prévoit que cette disposition abrogatoire produira ses effets le 1er avril 1961. Or, aux termes de son article 8, alinéas 1er et 2, la loi du 31 juillet 1963 produit ses effets le 1er octobre 1962

.../...

en ce qui concerne les offices et centres libres et elle entre en vigueur le 1er du mois qui suit la date de sa publication au Moniteur belge en ce qui concerne les membres du personnel des offices et centres provinciaux et communaux, entrés en service après cette date.

La disposition dont l'abrogation est prévue a donc produit ses effets au plus tôt le 1er octobre 1962; elle ne peut donc être abrogée à la date du 1er avril 1961. Il convient, dès lors, de remplacer au § 4, les mots "est abrogé" par les mots "est rapporté".

Comme l'article 6 de la loi du 31 juillet 1963 produira ses effets pendant un certain temps, il serait utile de compléter le § 4 par un second alinéa **rédigé** de la façon suivante :

"Toutefois les transferts effectués en application de cette disposition sont réputés avoir été faits en conformité de la présente loi".

\+

\+ \+

Les articles 1er et 4 du projet étant applicables aux agents communaux, il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il ne convient pas de modifier les articles 10bis et 10ter, qui ont été insérés dans la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, par les articles 3 et 4 de la loi du 20 mai 1949. Ces dispositions légales établissent, en effet, certaines relations entre les régimes de pension du secteur privé et les régimes de pension des agents communaux.

.../...

Article 41 du projet.

Cet article rend admissibles, pour le calcul de la pension du secteur privé, des périodes qui ont suivi l'éloignement du service public et au cours desquelles les intéressés n'ont pas exercé une activité prise en considération pour l'octroi d'une pension. Cette disposition ne concerne donc pas les transferts d'un régime de pension à l'autre. Elle constitue une extension des régimes de pension du secteur privé qui, aux termes de cette disposition, s'appliqueront à des périodes au cours desquelles les intéressés n'ont exercé, ni dans le secteur public, ni dans le secteur privé, aucune activité donnant droit à une pension.

Le Gouvernement propose d'insérer cette disposition au chapitre III du projet, intitulé "Dispositions finales et abrogatoires" (titre III dans la présentation proposée par le Conseil d'Etat). L'insertion de cette disposition au chapitre III ne respecte pas la division du projet. L'article 41 du projet devrait être scindé en plusieurs articles, chaque paragraphe devenant un article. Ces articles feraient l'objet d'un titre distinct, le titre III, qui serait intitulé "Prise en considération par le régime de pension du secteur privé de certaines périodes qui ont suivi l'éloignement du service public". Les "dispositions finales et abrogatoires" formeraient le titre IV.

§ 1er de l'article 41 du projet(articles 36 et 37 dans le numérotage proposé).

L'alinéa 1er désigne les deux lois du 24 décembre 1953 par l'expression "lois ... relatives à l'épuration civique". Afin de citer les intitulés officiels de ces lois, il convient d'insérer au début du titre III proposé un article nouveau rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 36.-

Le présent titre est applicable :

1° aux personnes mentionnées à l'article 1er de la loi du 24 décembre 1953, relative à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1er, 2°, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes;

2° aux personnes mentionnées à l'article 1er de la loi du 24 décembre 1953 relative aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces et aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privé inspectés par l'Etat, ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat".

Le § 1er de l'article 41 du projet deviendrait alors le § 2 et son alinéa 1er pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Les personnes mentionnées à l'article 36 qui, en raison de la nullité ... (la suite comme au projet, mais en remplaçant les mots "d'indépendant, de mineur" par les mots "de travailleur indépendant, d'ouvrier mineur")".

.../...

Ce texte prend en considération les périodes qui ont suivi l'éloignement du service et qui ne sont pas admissibles pour le calcul d'une pension d'ouvrier, d'employé, de marin, de travailleur indépendant, d'ouvrier mineur ou d'une pension de service public. Il n'exclut pas les périodes qui ont été séparées par la reprise d'une activité prise en considération pour le calcul d'une pension du secteur privé ou du secteur public. Si le Gouvernement voulait exclure les périodes qui ont suivi la reprise d'une activité donnant droit à une pension, il devrait remplacer les mots "pendant les périodes qui ont suivi leur éloignement du service et qui ne sont pas admissibles pour le calcul d'une pension..." par les mots "pendant la période qui a suivi immédiatement leur éloignement du service et qui n'est pas admissible pour le calcul de la pension ... ".

La première phrase de l'alinéa 2 du § 1er de l'article 41 (alinéas 2 et 3 de l'article 37 dans le numérotage proposé) est rédigée de la façon suivante :

"Toutefois, pour le calcul de la pension, ces périodes prennent fin lorsque ces personnes atteignent l'âge de 60 ans ou de 65 ans selon qu'il s'agit d'un agent du sexe féminin ou du sexe masculin, ou à la date à laquelle a pris cours la pension anticipée".

Ce texte tient compte de la différence faite entre les femmes et les hommes pour la fixation de l'âge de la retraite, dans le régime des employés et dans celui des ouvriers. L'article 37 actuel de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge permet aux marins de solliciter leur pension de retraite à l'âge de 60 ans avec faculté d'obtenir la pension anticipée à 55 ans. Pour tenir compte de cette disposition,

.../...

il est, dès lors, proposé de prendre en considération l'âge de 60 ans pour les personnes qui sont assimilées à des marins.

Aux termes du projet, les périodes qui seront prises en considération pour le calcul de la pension ne comprennent pas le temps pendant lequel l'agent intéressé aurait accompli une peine d'emprisonnement "prononcée par jugement ou arrêt". Ces derniers mots sont juridiquement superflus puisqu'une peine privative de liberté doit avoir été prononcée par un jugement ou un arrêt

L'article 7 du Code pénal distinguant l'emprisonnement correctionnel et les autres peines qui entraînent la privation de la liberté, il convient d'éviter d'employer le terme "emprisonnement" pour désigner toute peine privative de la liberté.

En tenant compte des observations qui précèdent, il est proposé de scinder le second alinéa en deux alinéas rédigés de la façon suivante :

"Toutefois, pour le calcul de la pension, les périodes mentionnées à l'alinéa 1er prennent fin (ou "la période mentionnée à l'alinéa 1er prend fin", selon la distinction faite dans l'observation relative au 1er alinéa), soit à la date à laquelle a pris cours la pension anticipée, soit à la date à laquelle les intéressés atteignent l'âge de 60 ans, s'il s'agit d'une personne du sexe féminin ou d'une personne qui est censée avoir été assujettie au régime de pension des marins, ou l'âge de 65 ans s'il s'agit d'une personne du sexe masculin qui est censée avoir été assujettie au régime de pension des employés ou au régime de pension des ouvriers. En outre, les périodes mentionnées à l'alinéa 1er ne peuvent être comptées (ou "la période mentionnée à l'alinéa 1er ne peut être comptée" selon la distinction faite ci-dessus)

.../...

dans le calcul de la pension, pour une durée supérieure à celle des services qui étaient admissibles pour la pension de retraite, dans le régime de pension du secteur public applicable aux intéressés avant leur éloignement du service, abstraction faite des services militaires antérieurs à l'entrée en fonction et des bonifications de temps de toute nature.

Le temps pendant lequel l'intéressé a subi une peine privative de liberté est déduit des périodes mentionnées à l'alinéa 1er (ou de la période mentionnée à l'alinéa 1er, selon la distinction faite ci-dessus)".

§ 2 de l'article 41 du projet (article 37 dans le numérotage proposé).

Aux termes du projet, sont privées de la validation des périodes qui ont suivi leur éloignement du service et qui ne donnent pas droit à une pension "les personnes qui, à la date de la publication de la présente loi ... font l'objet d'une inscription à leur casier judiciaire d'une peine privative de liberté de plus de cinq ans, compte tenu des réductions obtenues par voie de grâce". Les inscriptions au casier judiciaire n'ont pas valeur probante et les extraits du casier judiciaire qui en sont délivrés ne valent qu'à titre de renseignements (1). Pour déterminer les personnes qui seront privées des avantages conférés par le projet, il convient donc de se référer aux jugements de condamnations et aux

.../...

(1) Cassation 27 janvier 1958, Pas., page 567. Répertoire pratique du droit belge, T. I, v° Casier judiciaire, pages 818 à 820 - J. HOEFFLER, Traité de l'instruction préparatoire en matière pénale, pages 256 et 257.

éventuels arrêtés de grâce plutôt qu'à leur inscription au casier judiciaire. En se référant à l'inscription au casier judiciaire, le projet exclut la prise en considération des condamnations qui ont été suivies de la réhabilitation puisque l'article 7 de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale dispose expressément que la réhabilitation empêche que la condamnation soit mentionnée dans les extraits du casier judiciaire. Il convient donc de mentionner expressément dans le projet qu'en cas de réhabilitation les condamnations ne privent pas les intéressés de la validation des périodes qui ont suivi leur éloignement du service.

Il est proposé de rédiger l'article 38 de la façon suivante :

"Article 38.-

Sont exclues du bénéfice de l'article 37 :

1° les personnes qui, à la date de la publication de la présente loi, sont privées d'un ou de plusieurs des droits énumérés à l'article 123 sexies du Code pénal;

2° les personnes qui, avant la publication de la présente loi, ont fait l'objet d'une condamnation coulée en force de chose jugée à une peine privative de liberté dont la durée, compte tenu des réductions accordées par voie de grâce, dépasse cinq ans et qui n'ont pas été réhabilitées;

3° les personnes qui, par application des arrêtés royaux des 6 mars et 9 avril 1951 ou des lois du 24 décembre 1953, ont bénéficié d'une mesure de revision qui a entraîné la mise en non-activité".

.../...

§ 3 de l'article 41 du projet (article 39 dans le numérotage proposé).

Le premier alinéa de ce texte subordonne le bénéfice de la prise en considération du temps qui a suivi l'éloignement du service à une demande des intéressés ou de leur veuve. Les régimes de pension des employés, des ouvriers et des marins contiennent des dispositions qui permettent, sous certaines conditions, à l'épouse séparée de fait ou de corps d'obtenir la moitié de la pension de retraite de son mari et qui lui permettent, lorsque le mari est absent ou néglige de faire valoir ses droits à une pension, de demander, en ses lieu et place, l'octroi de la part qui lui revient (article 33 de l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés - Article 30 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers, modifié par l'arrêté royal du 8 mai 1958 - Article 42 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge).

Il appartiendra donc au Gouvernement d'examiner s'il ne convient pas d'accorder à l'épouse séparée de fait ou de corps, la faculté d'introduire la demande prévue par le projet, lorsque son mari est absent ou néglige de faire valoir ses droits (1).

.../...

(1) Le même problème pourrait se poser pour d'autres dispositions du projet qui subordonnent à une demande le bénéfice des avantages prévus. Dans certains cas cependant, la demande est prévue parce que l'intéressé a le choix entre deux régimes, celui du secteur public et celui du secteur privé. Dans ce cas, il se conçoit que l'option soit donnée à la veuve, mais il ne se conçoit pas qu'elle soit donnée à l'épouse séparée.

Sous réserve de l'observation qui précède, il est proposé de rédiger le premier alinéa de la façon suivante :

"L'application de l'article 37 est subordonnée à l'introduction par les intéressés ou par leur veuve, d'une demande adressée à l'institution qui gère le régime de pension de retraite auquel les intéressés étaient soumis avant leur éloignement du service".

Le second alinéa dispose que les personnes qui bénéficient déjà d'une pension dans le régime de pension des employés, des ouvriers ou des marins doivent solliciter, selon la procédure prévue par ces régimes, la "revision" de cette pension. La faculté d'introduire une nouvelle demande devrait être accordée non seulement aux personnes qui bénéficient déjà d'une pension, mais à toutes celles qui ont introduit une demande de pension sur laquelle il a déjà été statué, même si la décision prise n'a pas entraîné le bénéfice d'une pension. En outre, le terme "revision" ne convient pas pour désigner le nouvel examen prévu par le projet. En effet, la procédure de revision constitue une voie de recours extraordinaire qui permet à la juridiction qui a rendu la décision de procéder à un nouvel examen d'une affaire jugée définitivement lorsqu'il apparaît qu'une erreur a pu être commise, ce qui justifie une dérogation à l'autorité de la chose jugée. Tel n'est manifestement pas le cas, en l'espèce. L'hypothèse prévue par le projet n'est pas la "revision" des décisions prises au sujet des demandes de pension, mais un nouvel examen de ces demandes à la suite d'une nouvelle loi conférant aux intéressés des droits qu'ils n'auraient pas pu faire valoir lorsqu'il a été statué sur leur demande de pension.

.../...

Il conviendrait, en outre, de prévoir, comme le font l'article 54ter de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1963, et l'article 56quater de l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1963, que la décision rendue à la suite de la nouvelle demande ne peut porter atteinte à la décision administrative définitive ou à la décision juridictionnelle ayant force de chose jugée dans la mesure où celle-ci décidait que le travailleur intéressé avait, pour certaines années, apporté la preuve d'une occupation habituelle et en ordre principal.

Compte tenu de ces observations et sous réserve de l'observation faite précédemment au sujet des épouses séparées de corps ou de fait, il est proposé de rédiger le second alinéa de la façon suivante :

"Les personnes mentionnées à l'article 36 ou leurs veuves qui, lors de l'introduction de la demande prévue à l'alinéa 1er, ont déjà introduit une demande de pension de retraite ou de survie d'employé, d'ouvrier ou de marin sur laquelle il a été statué par une décision administrative définitive ou par une décision juridictionnelle ayant force de chose jugée doivent, en outre, pour bénéficier de l'article 37, introduire une nouvelle demande, selon la procédure prévue pour l'introduction des demandes de pension d'employés, d'ouvriers ou de marins.

.../...

La décision prise à la suite de la nouvelle demande ne peut porter atteinte à la décision administrative définitive ou à la décision juridictionnelle ayant force de chose jugée dans la mesure où celle-ci décidait que le travailleur intéressé avait, pour certaines années, apporté la preuve d'une occupation habituelle et en ordre principal.

La décision prise à la suite de la nouvelle demande produit ses effets le premier jour du mois qui suit la date de l'introduction de cette nouvelle demande".

§ 4 de l'article 41 du projet (article 40 dans le numérotage proposé).

Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 40.-

L'institution qui gère le régime de pension de retraite auquel l'intéressé était soumis avant son éloignement du service, verse pour les périodes valorisées en application de l'article 37 (ou "pour la période valorisée en application de l'article 37" selon la distinction faite ci-dessus) des sommes dont le Roi arrête le mode de calcul, la prise en charge, la destination et l'affectation.

S'il s'agit de versements effectués à la demande d'une veuve, les sommes précitées sont réduites de moitié".

.../...

Le second alinéa devra être modifié si le Gouvernement permet à la femme séparée de corps ou de fait d'introduire la demande (voir la première observation relative au § 3 de l'article 41 du projet).

Compte tenu de la suppression de la référence à l'article 41, qui figurait à l'article 14 du projet, il est proposé d'ajouter un article nouveau rédigé comme suit :

"Article 41.-

Le Roi détermine les personnes qui doivent être considérées comme ouvriers, comme employés ou comme marins pour l'application du présent titre.

Il détermine le délai dans lequel doivent être effectués les versements prévus par l'article 40".

Cette rédaction est proposée sous réserve de l'observation faite lors de l'examen de l'article 14, alinéa 1er, du projet, qui signale que ce texte devrait être complété si le Gouvernement estimait nécessaire de confier au Roi d'autres pouvoirs.

.../...

Article 42 du projet (article 44 dans le numérotage proposé).

Il n'est pas nécessaire de citer, parmi les dispositions qui entreront en vigueur le jour de la publication de la loi, les articles 9 et 10 du projet (dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat, ces articles correspondent aux articles 8 et 9 dans la mesure où ceux-ci concernent les militaires). En effet, ces articles se référant expressément à l'article 8 du projet (article 6 dans le numérotage proposé), ne seront applicables que lorsque cet article sera lui-même applicable.

En tenant compte du numérotage proposé, l'article 42 du projet, devenant l'article 44, pourrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 44.-

La présente loi produit ses effets le 1er avril 1961, à l'exception de l'article 4, § 3, de l'article 6 et des articles 29 à 35, qui entrent en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge".

Het ontwerp-wet bedoelt, in de eerste afdeling van hoofdstuk I een aantal problemen op te lossen in verband met het pensioen van hen die een gemengde loopbaan hebben gehad met diensten als vast benoemd titularis van een openbaar ambt en diensten die, ook al zijn ze in een openbare dienst verstrekt, onderwerping aan de pensioenregeling van de particuliere sector tot gevolg hebben gehad.

De tweede afdeling van dat hoofdstuk handelt over de titularis van een openbaar ambt die deze hoedanigheid in zulke omstandigheden verliest dat hij ook niet langer het recht bezit om op de pensioensleeftijd of op het tijdstip dat hij definitief ongeschikt wordt, het pensioen van de openbare sector te verkrijgen.

Het tweede hoofdstuk van het ontwerp brengt in de wetten op de pensioenen van de openbare sector een aantal wijzigingen aan.

Tenslotte maakt artikel 41 van het ontwerp het mogelijk, sommige perioden die op de verwijdering uit de openbare sector zijn gevolgd, voor de pensioenregeling van de particuliere sector in aanmerking te nemen.

\+

\+ \+

De eerste afdeling van hoofdstuk I heeft het over de titularis van een openbaar ambt die, vóór zijn benoeming in een betrekking met aanspraak op een pensioen van de openbare sector, functies heeft uitgeoefend die hem

onder een pensioenregeling van de particuliere sector hebben doen vallen maar toch worden meegerekend voor het pensioen van de openbare sector. Meestal zijn dat tijdelijke ambtenaren die vast benoemd ambtenaar zijn geworden. Als tijdelijk ambtenaar vielen zij, schoon overheidspersoneel, onder de pensioenregeling van de particuliere sector hetzij omdat ze onder contract waren aangeworven, hetzij ingevolge de wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen tewerkgesteld.

Het ontwerp slaat alleen op die onder de pensioenregeling van de particuliere sector verstrekte diensten, welke in de openbare sector voor de berekening van het rustpensioen wel, maar voor de berekening van het pensioen der rechtverkrijgenden in dezelfde sector niet in aanmerking komen. Het ontwerp bepaalt dat die diensten onder de pensioenregeling van de openbare sector meetellen voor het pensioen van de rechtverkrijgenden.

Dit novum is stellig een voordeel, zo niet voor de titularissen van een openbaar ambt, dan toch voor hun rechtverkrijgenden. Daartegenover staat, dat de onder de pensioenregeling van de particuliere sector gestorte bijdragen en de wiskundige reserves van de onder die regeling gevestigde renten, onverschillig of ze op het rustpensioen dan wel op het pensioen der rechtverkrijgenden slaan, volgens het ontwerp worden afgedragen aan de onderscheiden instellingen die de pensioenregeling voor de rechtverkrijgenden uit de openbare sector beheren. Hij bijvoorbeeld wiens rechtverkrijgenden hun pensioen verhoogd zien, zal onder voorbehoud van de in de artikelen 15 en volgende vastgestelde overgangsmaatregelen, de

.../...

voordelen moeten derven die hij mocht verwachten doordat hij aan de pensioenregeling van de particuliere sector onderworpen is geweest. Die bepaling beoogt vereenvoudiging en wil tevens cumulatie opheffen.

De ontworpen regeling zal tot gevolg hebben, dat aanvankelijk voor een persoonlijk rustpensioen bestemde bedragen gebruikt zullen worden om het pensioen van de rechtverkrijgenden te verhogen. Voor het merendeel der titularissen van een openbaar ambt is het ontwerp stellig als gunstig aan te merken, want het verhoogt het pensioen voor hun rechtverkrijgenden. Zij echter die onder de ontwerp-wet vallen maar geen rechtverkrijgenden hebben of er bij hun overlijden geen meer mochten hebben, verliezen zonder enige tegenprestatie het persoonlijk voordeel dat zij mochten verwachten omdat ze onder de pensioenregeling van de particuliere sector hebben gestaan. Dat voordeel hing samen met de diensten die zij verstrekt hadden vóór zij benoemd werden in een ambt met aanspraak op pensioen van de openbare sector en bestond hierin dat ze twee pensioenen voor eenzelfde periode konden cumuleren.

Het ontwerp voert dus ten behoeve van de rechtverkrijgenden onder alle titularissen van een openbaar ambt, ongeacht hun gezinstoestand, een solidariteitsregeling in.

\+

\+ \+

.../...

Een aantal regelen uit het ontwerp waren reeds neergelegd in het koninklijk besluit van 10 maart 1961 vastgesteld ter uitvoering van artikel 24 van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1957. De Raad van State heeft artikel 1, § 1, van dat koninklijk besluit bij arrest nr 10.000, TALLOEN en URBAIN, van 26 april 1963 vernietigd omdat het niet vooraf aan de algemene syndicale raad van advies was voorgelegd, een substantiële vormvereiste volgens het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten. Artikel 40, § 3, van het ontwerp (artikel 42 in de hierna voorgestelde nummering) heft het door de Raad van State reeds gedeeltelijk vernietigde besluit van 10 maart 1961 op. Evengenoemd arrest heeft, aangezien het vernietigde wegens schending van een substantiële vormvereiste, in het midden gelaten of de Regering een beroep op de wetgever had moeten doen om de bepalingen die nu in het koninklijk besluit van 10 maart 1961 zijn neergelegd, in werking te stellen. Alleszins is dat vereist voor een aantal bepalingen uit het ontwerp die de wetten op het pensioen van de openbare ambtsdragers wijzigen.

\+

\+ +

Opdat het nog verder onderverdeeld kan worden, ware het ontwerp in titels, niet in hoofdstukken, te splitsen. Men vervange dus "Hoofdstuk I" door "Titel I".

\+

\+ +

.../...

Hoofdstuk I van het ontwerp (titel 1 in de door de Raad voorgestelde indeling).

Dit hoofdstuk heeft als opschrift : "Bepalingen tot het leggen van een verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en van de privé-sector". Voor een goed begrip van hetgeen in dat hoofdstuk is bepaald, verlieze men niet uit het oog dat de pensioenregeling van de particuliere sector wel eens op overheidspersoneel toepassing vindt. Dit is met name het geval voor onder contract aangeworven personeel, voor personeel dat onderworpen is aan de wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen tewerkgesteld, en voor het personeel dat valt onder artikel 15 van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut en hun rechthebbenden. Uit die wetten blijkt, dat de uitdrukking "pensioenstelsel van de privé-sector" niet langer geheel opgaat. Ze wijst immers op een regeling die aanvankelijk voor arbeiders en bedienden uit de particuliere sector was bedoeld maar in werkelijkheid mede voor tal van personeelsleden van de openbare sector geldt.

\+

\+ \+

Eerste afdeling van hoofdstuk I van het ontwerp (in de door de Raad voorgestelde indeling : hoofdstuk I van titel I).

Het opschrift van de eerste afdeling : "Overdracht van de privé-sector naar de openbare sector" kan de indruk wekken, dat het hier alleen gaat om hen die in

.../...

dienst van een administratieve overheid treden na een beroepswerkzaamheid in de particuliere sector te hebben uitgeoefend. Nu is het zo, dat het ontwerp in hoofdzaak diegenen betreft, die in dienst van een administratieve overheid hebben gestaan maar hierbij eerst aan de pensioenregeling van de particuliere, daarna aan die van de openbare sector onderworpen geweest zijn. Alleen bij uitzondering zouden diensten uit de particuliere sector in aanmerking komen voor het berekenen van het pensioen van de openbare sector. Het opschrift leze men dus : "Overdracht van de pensioenregeling van de particuliere naar die van de openbare sector".

\+

\+ +

Artikel 1.

Dit artikel omschrijft zijn werkingssfeer als volgt :

"Wanneer diensten die onder één van de pensioenstelsels voor arbeiders, bedienden of zeelieden vielen, aanneembaar worden om het recht vast te stellen op het rustpensioen van personen onderworpen aan een van de andere pensioenstelsels vastgesteld door of krachtens een wet, door een provinciaal reglement, door een gemeentelijk reglement of door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ...".

.../...

Hierbij is het volgende op te merken.

I.

Het zoëven aangehaalde wijst erop, dat de artikelen 1 tot 3 van het ontwerp niet tot gevolg hebben bepaalde diensten in aanmerking te doen komen voor het rustpensioen, maar dat die artikelen, ervan uitgaande dat sommige van die diensten reeds krachtens andere teksten voor dat pensioen aanrekenbaar zijn, aan die aanrekenbaarheid een aantal gevolgen verbinden. Het ontwerp zal ook gelden voor diensten die door latere wetten aanrekenbaar mochten worden verklaard.

De memorie van toelichting zegt hierover, dat de rustpensioenregeling voor het Rijkspersoneel en voor de speciale lichamen "toelaten de diensten die de definitieve benoeming voorafgaan, in aanmerking te nemen bij het eventueel bepalen van het recht op pensioen en bij het vaststellen van het bedrag ervan". Hier is onder meer gedacht aan de gewezen tijdelijke Rijksambtenaren die een vaste aanstelling hebben gekregen, en wordt dus verwezen naar een oude, onder meer nog bij de regularisatie van de tijdelijken gevolgde administratieve rechtspraak, volgens welke de diensten van vóór de vaste benoeming meetellen voor het rustpensioen.

II.

Het ontwerp betreft diegenen die aan een pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden onderworpen geweest zijn. Van hen die onder de rustpensioenregeling voor mijnwerkers vielen, spreekt het niet.

.../...

Volgens de uitleg die de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State heeft verstrekt, is dat niet nodig, want de onder die regeling gepresteerde diensten komen voor het berekenen van het rustpensioen van de openbare sector niet in aanmerking.

III.

Het ontwerp spreekt van "personen onderworpen aan een van de andere pensioenstelsels vastgesteld door of krachtens een wet, door een provinciaal reglement, door een gemeentelijk reglement of door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen". Met die redactie zijn niet uitgesloten de zelfstandigen, wier pensioenregeling immers bij de wet, thans de wet van 31 augustus 1963, is vastgesteld, en evenmin de vrijwillig verzekerden, wier pensioen eveneens bij de wet, die van 12 februari 1963, is geregeld. Uit het tekstverband blijkt, dat het ontwerp alleen op de pensioenen van de openbare sector slaat. Daarom vervange men de woorden "een van de andere pensioenstelsels" door "een van de pensioenregelingen van de openbare sector".

IV.

De pensioenregeling van de arbeiders die onder de Kas voor werklieden van de Staat ressorteren, doet een probleem rijzen. De statuten van die kas zijn vastgesteld door een koninklijk besluit van 1 juli 1937, dat zich in de aanhef op geen enkele wet beroept. Er kan dus worden betoogd, dat bedoelde regeling niet krachtens een wet is ingevoerd. Wil men betwistingen daaromtrent voorkomen, dan vermelde men in de hier onder III aangehaalde opsomming uitdrukkelijk de statuten van de Kas voor werklieden

.../...

van de Staat en voege men na "door een provinciaal of gemeentelijk reglement" de woorden in : "door de reglementen betreffende de Kas voor werklieden van de Staat".

+

In de inleidende volzin van artikel 1 vervange men de woorden "jegens de betrokkene en zijn rechtverkrijgenden" door "jegens de betrokkenen en hun rechtverkrijgenden". In dezelfde volzin worden deze immers "personen onderworpen aan" genoemd. Evenzo schrijve men : "waaraan zij onderworpen zijn" in plaats van "waar hij aan onderworpen is".

+

Het ontwerp bepaalt, dat de wiskundige reserves en de bijdragen worden gestort aan de "overheid die belast is met het beheer van het stelsel van de overlevingspensioenen".

Men spreke liever van "instelling" dan van "overheid".

+

Bij artikel 1 rijst een redactionele moeilijkheid. Het moet immers aangeven, welke gestorte pensioenbijdragen en welke wiskundige reserves van de instellingen die de pensioenen van de particuliere sector beheren, moeten overgaan naar de instellingen die met het beheer van de pensioenen van de openbare sector zijn belast. Die sommen zijn soms meer dan 20 of 30 jaar of zelfs langer geleden gestort. De wetgeving op de pensioenen is sedertdien zo

.../...

dikwijls gewijzigd dat men, om precies te zijn, een groot aantal wetten, waarvan sommige reeds zijn opgeheven, zou moeten aanhalen. De Regering heeft hiervan afgezien en werkt met algemene uitdrukkingen als "wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood". Zo kunnen verscheidene wetten, die gelijktijdig of achtereenvolgs van kracht waren, ineens worden aangeduid. Dit is natuurlijk minder nauwkeurig dan het aanhalen van alle wetten die betaling van bijdragen of vestiging van renten hebben voorgeschreven. Het voordeel is echter dat de ontworpen wet ook dáár kan worden toegepast waar latere pensioenwetten mochten komen te gelden.

+

Artikel 1 eindigt : "dat alles na aftrek van het gedeelte der bijdragen die eventueel rechtstreeks door de werkgever zouden betaald geworden zijn aan de verzekeringsinstelling waarbij het personeelslid aangesloten was". Men zou hieruit kunnen afleiden, dat het gedeelte van de aldaar bedoelde bijdragen van ieder der onder 1°, 2°, 3° of 4° genoemde wiskundige reserves of bijdragen is af te trekken. Uit de toelichting die de gemachtigde van de Regering verstrekt heeft, blijkt echter, dat het gedeelte van de bijdragen die de werkgever rechtstreeks aan de verzekeringsinstelling heeft betaald, alleen op de onder 4° bedoelde bijdragen in mindering moet worden gebracht. De tekst onder 4° leze men dus zo :

.../...

"Na aftrek van het gedeelte dat de werkgever rechtstreeks mocht betaald hebben aan de verzekeringsinstelling waarbij de belanghebbende aangesloten was, de persoonlijke en werkgeversbijdragen ..." (verder zoals in het ontwerp)...

Artikel 3.

Artikel 1 van het ontwerp schrijft voor, dat de wiskundige reserves en de bijdragen moeten worden gestort aan de instelling die de overlevingspensioenregeling beheert. Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moet artikel 3 de Koning bevoegdheid geven om de bijdragen die aanvankelijk aan de in artikel 1 genoemde instelling werden gestort, aan een andere instelling toe te wijzen.

Artikel 3 ware dan ook als volgt te stellen :

"Artikel 3.-

De Koning bepaalt welke bestemming aan de krachtens artikel 1 te storten sommen moet worden gegeven en hoe deze eventueel over de verschillende betrokken instellingen worden omgeslagen".

.../...

Afdeling II van hoofdstuk I van het ontwerp

(in de door de Raad van State voorgestelde indeling : hoofdstuk II van titel I).

Het opschrift "Overdracht van de openbare sector naar de privé-sector" vervange men door : "Overdracht van de pensioenregeling van de openbare naar die van de particuliere sector".

Die afdeling geeft een aantal regelen aan voor het geval, dat de titularis van een openbaar ambt zijn rechten op rustpensioen verliest. De ontslagnemende ambtenaar verbeurt onder de huidige regeling alle recht op rustpensioen. Volgens het ontwerp wordt de titularis van een openbaar ambt die zijn rechten op rustpensioen van de openbare sector verliest, geacht aan de pensioenregeling van de particuliere sector onderworpen te zijn geweest. Die overgang van de pensioenregeling van de openbare naar die van de particuliere sector onderstelt betaling van de sommen ter compensatie van die welke aan de het pensioen van de particuliere sector behorende instelling afgedragen hadden moeten worden, was de belanghebbende, die geacht wordt onder de pensioenregeling van die sector te hebben gestaan, daaraan werkelijk onderworpen geweest. De artikelen 5 en 9 (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 8) schrijven betaling van die sommen voor maar dragen de Koning de zorg op, de wijze van berekening en de tenlasteneming daarvan vast te stellen.

\+

\+ \+

.../...

Gevolg van het ontwerp zal zijn, dat diensten in de openbare sector onder de pensioenregeling van die sector verstrekt, voor het berekenen van het pensioen van de particuliere sector in aanmerking kunnen worden genomen zelfs als de belanghebbende, na de openbare sector te hebben verlaten, geen dienstbetrekking in de particuliere sector heeft. In aanmerkingneming van onder de pensioenregeling van de openbare sector gepresteerde diensten voor de berekening van het pensioen van de particuliere sector is reeds mogelijk ingevolge de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders (artikel 9, § 2, en artikel 11) en de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden (artikelen 11, § 2, en 13). Het ontwerp heft die bepalingen niet op want samen met de in het ontwerp neergelegde maken ze het mogelijk de pensioenproblemen op te lossen voor hen die een gemengde loopbaan met diensten onder de pensioenregeling van de openbare, en diensten onder de pensioenregeling van de particuliere sector hebben gehad.

\+

\+ \+

Het ontwerp ware overzichtelijker indien de afdeling II, die het hoofdstuk II wordt, verder onderverdeeld was, en wel volgens de verschillende categorieën van belanghebbenden.

Het volgende schema wordt daarvoor in overweging gegeven :

.../...

HOOFDSTUK II. - OVERDRACHT VAN DE PENSIOENREGELING VAN DE OPENBARE NAAR DIE VAN DE PARTICULIERE SECTOR.

Afdeling I. Bepalingen toepasselijk op de verschillende categorieën titularissen van een openbaar ambt.

Artikel 4, §§ 1 en 2, van het ontwerp, dat artikel 4, §§ 1 en 2, blijft.

Afdeling II. Bepalingen toepasselijk op sommige leden van het personeel van het Bestuur in Afrika.

Artikel 4, §§ 3 en 4, van het ontwerp, dat artikel 5, §§ 1 en 2, wordt.

Afdeling III. Bepalingen toepasselijk op militairen.

Artikel 8 van het ontwerp, dat artikel 6 wordt.

Afdeling IV. Bepalingen toepasselijk op de personen op wier weddetoelage de heffing, bedoeld in artikel 5 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs, is verricht.

Artikel 13 van het ontwerp, dat artikel 7 wordt.

.../...

Afdeling V. Gemeenschappelijke bepalingen toepasselijk op de personen bedoeld in de afdelingen I, II, III en IV.

De Artikelen 5 en 9 van het ontwerp, die artikel 8 worden.

De artikelen 6 en 10 van het ontwerp, die artikel 9 worden.

Afdeling VI. Bepalingen betreffende de weduwenpensioenen.

Artikel 7 van het ontwerp, dat artikel 10 wordt.

Artikel 11 van het ontwerp, dat artikel 11 blijft.

Artikel 12 van het ontwerp, dat artikel 12 blijft.

Afdeling VII. Uitvoeringsmaatregelen.

Artikel 14, tweede lid, van het ontwerp, dat artikel 13 wordt.

Aan artikel 14, eerste lid, dat onder meer maatregelen ter uitvoering van artikel 1 vaststelt, ware een apart hoofdstuk van titel 1, namelijk een hoofdstuk III : "Termijnen" te wijden, met slechts één artikel : artikel 14.

\+

\+ \+

Artikel 4, § 1 en § 2 (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 4, § 1 en § 2).

Met "instelling van openbaar nut" worden , naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, alleen de onder de

.../...

wet van 16 maart 1954 vallende instellingen bedoeld. Na de woorden "instelling van openbaar nut" voege men dus in : "die onder de wet van 16 maart 1954 valt".

De memorie van toelichting zegt, dat het ontwerp geen toepassing vindt op de gepensioneerde die zijn aanspraken verliest wegens veroordeling tot een criminele straf. Hier wordt gezinspeeld op artikel 49 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen waarin het ontwerp geen wijziging aanbrengt en die, voor de tot een schandstraf veroordeelde, verlies van het pensioen of van de pensioenaanspraken kan meebrengen. Opgemerkt zij echter, dat het ontwerp, nu het niet anders bepaalt, zal gelden voor de ambtenaar die wegens veroordeling tot een criminele straf ambtshalve wordt ontslagen of wordt afgezet.

Artikel 8 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde indeling : artikel 6).

In artikel 8 en in andere bepalingen van het ontwerp worden bijzondere regelen voor militairen aangegeven. Voor die categorie van openbare ambtsdragers heeft de wetgever reeds een aantal regelen vastgesteld, die het mogelijk maken bij het leger verstrekte diensten in de pensioenregeling van de particuliere sector te valideren. Wegens het instellen bij de krijgsmacht van kaders van officieren en onderofficieren die met het oog op de verlenging van de diensttijd voor een bepaalde termijn "in dienst werden genomen" (officieren van het aanvullingskader, voor lange tijd wederopgeroepen reserveofficieren) of wegens het speciale karakter van het ambt (hulpofficieren of -onderofficieren van de luchtmacht), was een

.../...

regeling nodig die de tijdelijke militaire diensten mede in aanmerking liet komen om de toestand van de belanghebbenden ten aanzien van de sociale zekerheid te bepalen.

De wet van 28 juni 1960 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de personen die bij het leger tijdelijke diensten volbracht hebben, behandelt in het eerste hoofdstuk de terugslag van zulke diensten op de werkloosheidsregeling en op de regeling ziekte- en invaliditeitsverzekering, in het tweede hoofdstuk hun terugslag op de pensioenregeling.

Toen de Regering het ontwerp dat de wet van 28 juni 1960 zou worden, bij het Parlement indiende, gaf zij het voornemen te kennen de pensioenskwestie voor alle titularissen van een openbaar ambt te regelen en dan opheffing van de bijzondere voorschriften voor militairen voor te stellen (zitting 1958-1959, Kamer, Gedr.St. nr 286/1, memorie van toelichting, blz. 2).

Het ontwerp legt dat voornemen ten uitvoer en heft in artikel 40, § 2 (in de door de Raad van State voorgestelde indeling : artikel 42, § 2) het hoofdstuk II "Pensioen" van de wet van 28 juni 1960 op.

Luidens artikel 8, § 1, 2°, van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde indeling : artikel 6) wordt een militair die in het burgerleven terugkeert, geacht aan de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden onderworpen te zijn geweest "tijdens de duur van de diensten volbracht na zijn pensionering wanneer deze niet in aanmerking kunnen komen voor de herziening bepaald bij artikel 76 van de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923".

.../...

Artikel 45 van evengenoemde gecoördineerde wetten is vervangen bij de wet van 9 juli 1951 en opnieuw gewijzigd bij de wet van 24 april 1958, die artikel 45 een andere plaats heeft gegeven en er artikel 76 van de wetten op de militaire pensioenen van gemaakt heeft.

Volgens die bepaling kan het anciënniteitspensioen van militairen die later dan 25 augustus 1939 diensten hebben volbracht na de datum van ingang van hun pensioen op verzoek van de belanghebbende worden herzien. Herziening is echter niet mogelijk als gedurende minder dan 180 dagen opnieuw dienst is gedaan of als de diensten werden verricht boven de leeftijdsgrens die gold op het tijdstip dat ze werden gepresteerd.

Het ontwerp bepaalt, dat die diensten, als ze voor de herziening niet in aanmerking kwamen, geacht worden onder de pensioenregeling van de particuliere sector te zijn verstrekt.

De bepaling onder 2° van § 1 ware dus als volgt te stellen : "tijdens de duur van de na de oppensioenstelling verstrekte diensten indien deze niet in aanmerking kunnen komen voor de herziening, bedoeld in artikel 76 van de op 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 24 april 1958".

Paragraaf 2 van artikel 8 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 6) zegt welke diensten niet in aanmerking komen om de duur te bepalen van de diensten die geacht worden onder de

.../...

pensioenregeling van de particuliere sector te zijn verstrekt. Dat voorschrift rekent nog met de gevallen bedoeld in artikel 6, 1° tot 3°, van de wet van 28 juni 1960, echter niet meer met het geval onder 4°, dit is het geval van de militairen die krachtens de wetten op de militaire pensioenen een rustpensioen genieten.

Het ontwerp sluit die diensten niet meer uit en staat toe dat de door sommige gepensioneerden loorgebrachte diensttijd mede in aanmerking komt. Gepensioneerden kunnen geroepen worden om opnieuw diensten te verstrekken ingevolge een aantal wetsbepalingen, met name :

- artikel 84 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten ;
- artikel 10, tweede lid, van de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut van de onderofficieren, en
- artikel 22 van de wet van 9 juli 1951 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht.

Artikel 13 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 7).

In een uitvoerige commentaar op die bepaling zet de memorie van toelichting uiteen, dat de wet van 30 januari 1954 alleen pensioen verleent aan de leden van het onderwijzend personeel die een hoofdambt vervullen, maar dat ze de bijdrage voor het Fonds der overlevingspensioenen op alle weddetoelagen, dus ook op die van de andere personeelsleden, heft. Om dit te verhelpen, maakt het ontwerp de artikelen 4 tot 7 (de artikelen 5, 6 en 7 worden in de door de Raad voorgestelde nummering

de artikelen 8, 9 en 10) en 22 toepasselijk op die personen, die het rustpensioen nochtans niet kunnen genieten, en laat het de artikelen 11 en 26 mede voor hun weduwen gelden.

Uit artikel 13 van het ontwerp zou men kunnen afleiden, dat zij die het bij de wet van 30 januari 1954 bepaalde pensioen kunnen genieten alsook hun weduwen niet onder de artikelen 4 tot 7, 11, 22 en 26 vallen, maar dat artikel 13 deze artikelen op hen toepasselijk maakt. Het is echter zó dat de artikelen 4 tot 7, 11, 22 en 26 met name gelden voor al wie geroepen is om het voordeel van een pensioenregeling ten bezware van de Schatkist te genieten, en ook voor zijn weduwe. Die artikelen vinden dus toepassing op hen die pensioen kunnen genieten ingevolge de wet van 30 januari 1954 alsook op hun weduwen. Artikel 13 heeft dan ook geen andere strekking dan degenen op wier weddetoelage de in artikel 5 van de wet van 30 januari 1954 voorgeschreven heffing is verricht maar die het in die wet bepaalde rustpensioen niet kunnen genieten, mede in de werkingssfeer van de artikelen 4 tot 7, 11, 22 en 26 van het ontwerp te betrekken.

Artikel 13 van het ontwerp ware dus, met verwijzing volgens de door de Raad voorgestelde nummering als volgt te stellen :

"Artikel 7.-

De artikelen 4, 10 en 22 zijn van toepassing op de personen op wier weddetoelagen de heffing, voorgeschreven bij artikel 5 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs is verricht, maar die niet het in die wet bepaalde rustpensioen kunnen genieten. Voor hen wordt ambtsneerlegging met verlies van aanspraak op het rustpensioen ge-

De artikelen 11 en 26 zijn van toepassing op de weduwen van de in het eerste lid bedoelden".

Op te merken valt, dat artikel 13 van het ontwerp niet alleen voor het personeel van particuliere instellingen voor technisch onderwijs geldt. Artikrl 47 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschool-, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs bepaalt, dat het stelsel van de wet van 30 januari 1954 voorlopig tot grondslag dient voor het toekennen en het berekenen van het pensioen van de in de toelageregeling opgenomen leden van het personeel voor wie de wet nog geen pensioenregeling ten laste van de Schatkist heeft ingesteld.

Artikelen 5 en 9 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 8).

De artikelen 5 en 9 van het ontwerp werke men ineen, als volgt :

"Artikel 8.-

Wanneer de artikelen 4, 5 of 6 worden toegepast, draagt de instelling die belast is met het beheer van de rustpensioenregeling waaraan de belanghebbende onderworpen was, voor de door die artikelen aanneembaar verklaarde diensten en perioden sommen af waarvan de Koning de wijze van berekening, de tenlasteneming, de bestemming en de aanrekening vaststelt".

.../...

Artikelen 6 en 10 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 9).

De woorden "pensioenstelsel van de openbare diensten onverenigbaar met dat van de arbeiders, van de bedienden of van de zeelieden" in artikel 6 kunnen de indruk wekken, dat het artikel alleen toepassing zal vinden als de belanghebbende uit zijn vroegere onderwerping aan de pensioenregeling van de particuliere sector generlei voordeel kan genieten, dit wil zeggen als de pensioenregeling van de openbare sector waaronder hij valt, enige cumulatie met een voordeel uit de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden verbiedt. Zo verstaat de Regering het niet. Zij wenst de toepassing van artikel 6 alleen maar uit te sluiten als de belanghebbende, naast een functie die hem onder de pensioenregeling van de particuliere sector doet vallen, een openbaar ambt uitoefent waarvoor hij onder de pensioenregeling van de openbare sector staat.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zal artikel 6 van het ontwerp ook dàn gelden als de belanghebbende opnieuw in dienst treedt bij een bestuur dat door het ontwerp bij een andere categorie wordt ingedeeld dan het bestuur dat hij heeft verlaten, mits de in het eerste bestuur verstrekte diensten in aanmerking komen voor de berekening van het pensioen, toegekend door het tweede.

Bij artikel 10 van het ontwerp is in verband met de woorden "pensioenstelsel onverenigbaar met dat van de arbeiders, van de bedienden of van de zeelieden", hetzelfde op te merken als bij artikel 6.

.../...

De artikelen 6 en 10 van het ontwerp geven regelen aan, onderscheidenlijk voor de in artikel 4 bedoelde personen en voor de militairen. Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, worden voor de burgerambtenaren en voor de militairen met opzet uiteenlopende bepalingen vastgesteld. Voor eerstgenoemden geldt artikel 6 alleen als de diensten waarop de overdracht betrekking heeft opnieuw in aanmerking komen voor de berekening van het rustpensioen. Op de militairen is artikel 10 toepasselijk, zodra de militaire diensten meetellen voor het pensioen van de belanghebbende. Volgens de gemachtigde van de Minister worden met "militaire diensten" niet noodzakelijk diensten bedoeld waarvoor er overdracht is geweest. Zo voorziet het ontwerp bijvoorbeeld overdracht voor de van 16 jaar af verstrekte diensten, terwijl militaire diensten in een aantal pensioenregelingen alleen van 19 jaar af in aanmerking komen. Het behoud van een afwijkende formulering voor militaire diensten is dus verantwoord. De artikelen 6 en 10 van het ontwerp worden echter beter tot één , als volgt luidend artikel, verwerkt, waarbij voor de verwijzingen de door de Raad van State voorgestelde nummering in acht is genomen :

"Artikel 9.-

Wanneer iemand op wie artikel 4 of 5 van toepassing is, wegens het ambt dat hij uitoefent opnieuw onder een pensioenregeling van de openbare diensten komt te staan zonder dat hij wegens het gelijktijdig bekleden van een andere betrekking tevens onder de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden valt, moeten de bij artikel 8 voorgeschreven stortingen niet worden verricht, als de diensten en perioden waarop ze slaan weder in aanmerking komen voor het berekenen van het rustpensioen.

.../. ..

Wanneer een militair op wie artikel 6 van toepassing is, wegens het ambt dat hij uitoefent opnieuw onder een pensioenregeling van de openbare diensten komt te staan zonder dat hij wegens het gelijktijdig bekleden van een andere betrekking tevens onder de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden valt, moeten de bij artikel 8 voorgeschreven stortingen niet worden verricht, als de pensioenregeling van de openbare diensten waaraan hij onderworpen is, de militaire diensten geheel of gedeeltelijk in aanmerking neemt voor de berekening van het pensioen.

Wanneer, in de gevallen bedoeld onder het eerste en het tweede lid, stortingen werden verricht, worden deze terugbetaald aan de overheid die ze ten laste heeft genomen.

Diensten waarvoor geen stortingen moeten worden gedaan en diensten waarvoor stortingen worden terugbetaald, geven geen aanleiding tot toepassing van de artikelen 4, 5 en 6".

De voorgestelde tekst schrijft voor, dat de stortingen moeten worden terugbetaald aan de overheid die ze ten laste heeft genomen. Krachtens de artikelen 5 en 9 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 8) kunnen de over te dragen sommen immers ten laste van een andere overheid worden gebracht dan die welke ze heeft gestort.

.../...

Wederindiensttreding bij een bestuur in een nevenbetrekking kan een probleem doen rijzen dat het ontwerp onopgelost laat. Voor de gewezen titularis van een openbaar ambt die een hoofdbezigheid in de particuliere sector uitoefent, zal er overdracht van sommen ter compensatie van bijdragen plaats vinden en zullen zijn diensten in de openbare sector meetellen voor zijn pensioen in de regeling van de particuliere sector. Vervult hij bovendien een nevenbetrekking in de openbare sector, dan kan hij voor die betrekking in bepaalde gevallen een pensioen van de openbare sector genieten dat rekening houdt met de jaren dat hij vroeger een openbaar ambt heeft uitgeoefend waarvoor er overdracht is geweest. Die jaren tellen dus tweemaal, een eerste maal voor het berekenen van het pensioen van de particuliere sector voor de hoofdbezigheid, een tweede maal voor het bepalen van het pensioen van de openbare sector voor de nevenbetrekking.

Artikel 7 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 10).

Dit artikel bepaalt , dat de weduwe die krachtens andere voorschriften voor eenzelfde activiteitsperiode aanspraak op twee pensioenen mocht kunnen maken, voor die periode alleen recht heeft op het pensioen van de regeling van de openbare sector, dat doorgaans voordeliger is dan het weduwenpensioen van de particuliere sector.

Dat artikel kan, met verwijzingen volgens de door de Raad van State voorgestelde nummering, als volgt worden gesteld :

.../ ...

"Artikel 10.-

Wanneer de artikelen 4 of 5 zijn toegepast en de pensioenregeling van de openbare sector waarbij de belanghebbende aangesloten was, uitkering van een weduwenpensioen voorschrijft, komen de diensten op grond waarvan dat pensioen is toegekend niet meer in aanmerking voor de toekenning van een overlevingspensioen volgens de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden. In dat geval moeten de instellingen die de ingevolge artikel 8 gestorte sommen hebben ontvangen, de helft daarvan terugbetalen aan de instelling die de weduwenpensioenregeling beheert".

Artikel 11 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 11).

§ 1. Om dezelfde reden als bij artikel 4, § 1, van het ontwerp is opgegeven, voege men na "instelling van openbaar nut" de woorden in "die onder de wet van 16 maart 1954 valt".

Aangezien artikel 12 voor de militairen een soortgelijke bepaling als artikel 11, § 1, vaststelt, voege men na "... geroepen is geweest een pensioenstelsel

.../...

te genieten ten laste van de Openbare Schatkist" de woorden in "met uitzondering van militairen".

In plaats van "ieder ander personeelslid" schrijve men daar "enige andere persoon die ...".

§ 2.Om de door de Raad van State voorgestelde nummering in acht te nemen, verwijze men naar artikel 5, § 2, en niet naar artikel 4, § 4.

§ 3. "Overheid" vervange men door "instelling" en "voorgeschreven bijdragen" door "bedoelde sommen".

De overgedragen som moge voor de uitkering van een overlevingspensioen bestemd zijn, zij moet worden betaald door de instelling die de rustpensioenregeling beheert. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister is die oplossing gekozen omdat de overheid waaronder de ambtenaar ressorteerde, in sommige gevallen, onder meer voor de Regieën onder het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935, de overlevingspensioenen niet zelf beheert. Maar dan kan het koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 5 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 8) bepalen dat de storting ten laste van een andere instelling komt dan die welke ze heeft gedaan.

Om de door de Raad van State voorgestelde nummering in acht te nemen, verwijze men naar artikel 8 en niet naar artikel 5.

.../...

Artikel 12 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering: artikel 12).

Ter inachtneming van de door de Raad voorgestelde nummering, verwijze men onderscheidenlijk naar artikelen 6 en 8 in plaats van naar artikelen 8 en 9. "Bedoelde bijdragen" vervange men door "bedoelde sommen".

Artikel 12 heeft het over de weduwe van een militair of gewezen militair, die geen weduwenpensioen wegens de door haar man verstrekte diensten kan krijgen.

Geen aanspraak op pensioen hebben volgens artikel 1 van het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van de pensioenregeling voor weduwen en wezen van leden van het leger en van de Rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958 :

1° de weduwe die een gepensioneerd militair heeft gehuwd die geen twintig jaar aanneembare diensten telde;

2° de weduwe van een militair die niet een gans jaar lang bezoldigd is geweest;

3° de weduwe van een militair wier huwelijk niet ten minste één jaar heeft geduurd.

Artikel 14, tweede lid, van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : artikel 13).

Die bepaling ware, met verwijzingen volgens de voorgestelde nummering, als volgt te redigeren; de verwijzing naar artikel 41 vervange men door een bepaling uit het desbetreffende gedeelte van het ontwerp.

"Artikel 13.-

De Koning bepaalt wie voor de toepassing van de artikelen 4, 5, 6, 11 en 12 als arbeider, bediende of zeeman is aan te merken".

Artikel 14, eerste lid, van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 14).

Volgens dit lid bepaalt de Koning binnen welke termijn het bestuur of de instelling waaronder de belanghebbende ressorteert of ressorteerde, de nodige voorzieningen voor de uitvoering van de artikelen 1, 4, 8, 11, 12 en 41 treft, en ook binnen welke termijn de storting moet plaatshebben als voorgeschreven bij de artikelen 1, 5, 9, 11, 12 en 41.

Vaststelling van een termijn voor de stortingen moge verantwoord zijn, het is niet duidelijk welke voorzieningen het bestuur of de instelling dient te treffen om de artikelen 1, 4, 8, 11 en 12 uitvoering te geven.

Met inachtneming van die opmerking, de hierboven voor artikel 41 gegeven wenk en de voorgestelde nummering, ware artikel 14 dan ook als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

De Koning bepaalt binnen welke termijn de stortingen als voorgeschreven in de artikelen 1, 8, 11, 12 en 41 moeten gedaan zijn".

Mocht de Regering het nodig achten de Koning enige andere bevoegdheid op te dragen, dan vulle men die tekst aan met een bepaling die, juister dan het ontwerp, aangeeft welke die bevoegdheid is.

.../...

Afdeling III van hoofdstuk I van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde indeling : hoofdstuk IV van titel I).

De afdeling III "Overgangsbepalingen" bevat een aantal overgangsmaatregelen die de voorschriften, neergelegd in de eerste twee afdelingen van het eerste hoofdstuk, bij sommige bijzondere rechts- of feitelijke toestanden aanpassen. Het ware verkieslijk de woorden "overgangsbepalingen" te vervangen door "overgangsregelingen" en de artikelen 15 tot 21 in een afdeling 1 : "Overgangsmaatregelen voor de toepassing van hoofdstuk I", de artikelen 22 tot 28 in een afdeling II : "Overgangsmaatregelen voor de toepassing van hoofdstuk II" onder te brengen.

Artikel 16.

Dat artikel kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 16.-

Wanneer iemand, doordat hij aan de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden onderworpen was, uitkeringen heeft ontvangen die ingingen vóór de datum waarop deze wet uitwerking krijgt, wordt artikel 1 alleen op zijn verzoek toegepast. Dat verzoek moet binnen de door de Koning te bepalen termijn ingediend zijn".

.../...

Artikel 17.

Dat artikel verplicht de administratie ambtshalve na te gaan of de toepassing van artikel 1, die ook de toepassing van artikel 2 meebrengt, voor de weduwe voordelig dan wel nadelig is. Het resultaat van die vergelijking kan verschillen, al naar gelang van het tijdstip waarop ze geschiedt. Een pensioenregeling die op een bepaald moment gunstiger uitviel dan een andere, kan een tijd nadien minder gunstig geworden zijn omdat er wijziging in de wetgeving of in de persoonlijke toestand van de weduwe is gekomen.

Met die achtereenvolgende wijzigingen wenst de Regering, te oordelen naar de uitleg van haar gemachtigde, geen rekening te houden om ambtshalve herhaalde overdrachten van de ene naar de andere pensioenregeling en de daarmee samenhangende pensioenherzieningen te verrichten.

Het ontwerp moet dus bepalen, op welke datum de twee pensioenregelingen met elkaar worden vergeleken. De beslissing zou dan, tenzij ze op een dwaling berust, niet meer moeten worden herzien. Gelet op die opmerking ware het artikel aan te vullen met een tweede lid, als volgt :

"De toepassing van artikel 1 wordt geacht de weduwe geen nadeel te berokkenen wanneer ze haar (bijvoorbeeld bij het verstrijken van de in artikel 16 bepaalde termijn) voordelen bezorgt, gelijk aan of groter dan de uitkeringen die de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden haar waarborgen".

.../...

De Regering zou voor ieder van beide in dat artikel bedoelde gevallen een andere datum kunnen vaststellen.

Artikel 18.

Dit artikel stelt overgangsmaatregelen vast voor hen die onder de toepassing vallen van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van de leden van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

Die wet heeft de Koning bevoegdheid gegeven om het personeel van de instellingen van openbaar nut dat een wettelijk of reglementair statuut heeft, aan de pensioenregeling van het Rijkspersoneel te onderwerpen. De koninklijke besluiten tot uitvoering van die wet moeten voor iedere instelling aangeven, op welke datum het personeel onder de pensioenregeling van het Rijkspersoneel wordt gesteld.

Tot nog toe zijn ter uitvoering van artikel 1 van die wet drie koninklijke besluiten vastgesteld :

1° het koninklijk besluit van 24 maart 1959 waarbij de pensioenregeling bij de wet van 28 april 1958 ingesteld, op het personeel van het secretariaat van de Centrale Raad voor het bedrijfsleven en van bepaalde bedrijfsraden toepasselijk wordt verklaard (Belgisch Staatsblad 28 maart 1959);

2° het koninklijk besluit van 8 mei 1963 waarbij de pensioenregeling, bij de wet van 28 april 1958 ingesteld, op het personeel van het secretariaat van de

.../...

Nationale Arbeidsraad toepasselijk wordt verklaard (Belgisch Staatsblad 15 juni 1963);

3° het koninklijk besluit van 6 juni 1963 waarbij de pensioenregeling, bij de wet van 28 april 1958 ingesteld, op het personeel van het secretariaat van de Hoge Raad voor de middenstand van toepassing wordt gemaakt (Belgisch Staatsblad 19 juli 1963).

Artikel 13 van de wet van 28 april 1958, dat door de artikelen 36 en 37 van het ontwerp (in de door de Raad van State voorgestelde nummering : de artikelen 33 en 34) wordt gewijzigd, deed de Staat in de rechten komen die de aan de pensioenregeling van het Rijkspersoneel onderworpen ambtenaren aan andere regelingen ontleenden. Hier heeft de wetgever dus voor de overdracht van de ene pensioenregeling naar de andere niet hetzelfde systeem als het ontwerp gehuldigd. Daarom ook werkt artikel 18 van het ontwerp voor de in de wet van 28 april 1958 bedoelde personen niet terug.

Artikel 19.

In tegenstelling tot de overige artikelen verwijst dit artikel niet naar de pensioenregeling voor zeelieden.

Artikel 20.

Eerste lid.

Luidens dit lid bepaalt de Koning in geval van moeilijkheden, de sommen die bij toepassing van artikel 1, 4°, moeten worden overgemaakt.

.../...

Artikel 1, 4°, stelt regelen vast, aan de hand waarvan het mogelijk zou moeten zijn precies te bepalen, welk bedrag aan bijdragen van de ene aan de andere instelling dient te worden overgemaakt. Het geeft sommige instellingen het recht sommen, in waarde aan bijdragen gelijk, te innen. Als artikel 20, eerste lid, zó te verstaan is, dat de Koning bevoegdheid krijgt om mogelijke geschillen uit de toepassing van artikel 1, 4°, te beslechten, dan ware het ontwerp aan te vullen met bepalingen die partijen de gebruikelijke jurisdictionele waarborgen verlenen.

De Regering lijkt beslechting van zulke geschillen echter niet aan de Koning te willen opdragen. De memorie van toelichting zegt inderdaad :

> "Het is geraden de Koning de nodige machten te verlenen om de moeilijkheden te regelen die gerezen zijn bij het vaststellen van de over te dragen sommen.
>
> De ondervinding heeft geleerd, dat het in sommige gevallen niet mogelijk was, daar het archief niet meer bestond, het juist bedrag te bepalen van de bijdragen die in het stelsel van de maatschappelijke zekerheid werden gestort.
>
> De Koning zou, in dit geval, forfaitaire bijdragen kunnen vaststellen".

Hier is gedacht aan gevallen waarin het bedrag van de over te maken bijdragen onmogelijk met toepassing van de in het ontwerp neergelegde regelen is vast te stellen. Men zou die moeilijkheden dan ook kunnen oplossen

.../...

door de Koning verordeningsbevoegdheid te geven om de ontworpen wetsbepalingen op sommige punten aan te vullen.

Artikel 20, eerste lid, leze men bijgevolg zo :

"Artikel 20.-

De Koning stelt regelen vast, aan de hand waarvan de te storten sommen kunnen worden bepaald als het wegens het ontbreken van enig bestuursarchief niet mogelijk is het juiste bedrag van de ingevolge artikel 1, 4°, over te dragen bijdragen te berekenen. Hij kan in dat geval forfaitaire bedragen vaststellen".

Tweede lid.

Luidens dat lid stelt de Koning "de bijzondere toepassingsmodaliteiten van artikel 1 vast in het geval waarin de betrokkenen uitkeringen hebben genoten in het raam van het pensioenstelsel van de arbeiders, van de bedienden of van de zeelieden".

Een aantal bepalingen in het ontwerp verlenen het voordeel van artikel 1 aan personen die reeds uitkeringen uit de pensioenregeling van de particuliere sector hebben genoten (zie onder meer de artikelen 16 en 19, tweede lid). Het is normaal dat het bedrag van de over te maken bijdragen en wiskundige reserves in dat geval wordt verminderd. Dit is in de memorie van toelichting uiteengezet. De bijzondere regelen voor de toepassing van artikel 1 kunnen dus eventueel van de in dat artikel neergelegde afwijken.

.../...

Mocht de Regering van oordeel zijn dat, als er verminderde bijdragen werden gestort, niet alle diensten voor de berekening van het pensioen der rechtverkrijgenden in aanmerking moeten komen, dan geve men de Koning bevoegdheid om bijzondere regelen voor de toepassing van artikel 2 vast te stellen.

Met inachtneming van die opmerkingen wordt voor artikel 20, tweede lid, de volgende lezing in overweging gegeven :

"Hij stelt bijzondere regelen vast voor de toepassing van artikel 1, en eventueel van artikel 2, ingeval de belanghebbenden uitkeringen uit de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden hebben genoten. Die bijzondere toepassingsregelen kunnen van de artikelen 1 en 2 afwijken".

Artikelen 22 en 23.

Men schrappe het woord "insgelijks". In de Franse tekst schrijve men "à la demande" in plaats van "sur demande".

Gaat de Regering op de door de Raad van State gegeven wenken in, dan verwijze men in artikel 22 niet meer naar artikel 5 maar naar artikel 8, en in artikel 23 naar de artikelen 6 en 8 in plaats van 8 en 9.

.../...

Artikel 25 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering: artikel 24).

Dat artikel komt best onmiddellijk na artikel 23, met de volgende lezing (verwijzingen volgens de voorgestelde nummering):

"Artikel 24.-

De in artikel 8 voorgeschreven storting ter validering van de duur der in artikel 6, § 1, 2°, bedoelde diensten geschiedt ambtshalve voor militairen die tussen 1 januari 1955 en de datum van de bekendmaking van deze wet in het burgerleven zijn teruggekeerd".

Artikel 24 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 25).

§ 1. Om de voorgestelde nummering in acht te nemen, vervange men de verwijzing naar artikel 8 door een verwijzing naar artikel 6.

De laatste volzin van § 1 : "In dat geval is artikel 7 van toepassing" wil op het pensioen van de weduwe van een militair een soortgelijke regeling toepassing doen vinden als in artikel 7 van het ontwerp (artikel 10 in de voorgestelde nummering) voor weduwen van burgerambtenaren is bepaald. Dat artikel is echter niet zonder meer op het pensioen van de weduwe van een militair toepasselijk. In artikel 24 van het ontwerp, dat in de voorgestelde nummering artikel 25 wordt, herhale men dus met zoveel woorden, maar dan op het pensioen van de weduwe van een militair doelend, wat in artikel 7 van het ontwerp staat. Ook schrappe men de laatste volzin van § 1 "In dat geval is artikel 7 van toepassing", en voege men

.../...

tussen § 1 en § 2 een nieuwe paragraaf in die, onder in achtneming van de voorgestelde nummering, als volgt kan worden gelezen :

"§ 2. Wanneer § 1 is toegepast, komen de diensten op grond waarvan het weduwenpensioen is toegekend, niet meer in aanmerking voor de toekenning van een overlevingspensioen volgens de pensioenregeling voor arbeiders, bedienden of zeelieden. In dat geval moeten de instellingen die de ter uitvoering van artikel 8 gestorte sommen hebben ontvangen, de helft daarvan terugbetalen aan de instelling die de weduwenpensioenregeling beheert".

§ 2, die § 3 wordt.

Ter inachtneming van de voorgestelde nummering verwijze men naar artikel 8 in plaats van naar artikel 9.

Artikel 27.

Uit verscheidene bepalingen van het ontwerp volgt, dat diensten, vóór de inwerkingtreding van de wet onder de pensioenregeling van de openbare sector verstrekt, in de pensioenregeling van de particuliere sector worden gevalideerd. Het kan gebeuren, dat zij die nieuwe rechten krijgen, reeds een aanvraag om bedienden-, arbeiders- of zeemanspensioen hebben ingediend waarop een administratieve eindbeslissing of een in kracht van gewijsde gegane rechtelijke beslissing heeft beschikt. Met het oog daarop moet, zoals in artikel 41, § 3, tweede lid, van het ontwerp (in de voorgestelde indeling : artikel 39), worden bepaald, dat zij een nieuwe aanvraag om nieuw onderzoek van hun pensioensaanspraken moeten doen.

.../...

Voorgesteld wordt, vooraan in artikel 27 twee nieuwe alinea's in te voegen, als volgt :

"Zij die vóór de bekendmaking van deze wet een aanvraag om rust- of overlevingspensioen voor bedienden, arbeiders of zeelieden hebben ingediend waarop een administratieve eindbeslissing of een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing heeft beschikt, moeten, om voor hoofdstuk II en voor afdeling 2 van hoofdstuk IV van deze wet in aanmerking te komen, een nieuwe aanvraag doen volgens de procedure voor het indienen van de aanvragen om bedienden-, arbeiders- of zeemanspensioen.

De Koning bepaalt, welke gevolgen die nieuwe aanvraag heeft".

Het enige lid van dat artikel van het ontwerp wordt dan het derde lid van artikel 27.

Artikel 28.

Om de voorgestelde nummering in acht te nemen, vervange men de verwijzingen naar artikel 5 door verwijzingen naar artikel 8. Men schrijve bovendien "de sommen bedoeld in artikel 8 en het bedrag van genoemde contante waarde".

Hoofdstuk II van het ontwerp (titel II in de voorgestelde indeling).

Men schrijve "wijzigingsbepalingen" in plaats van "allerlei bepalingen".

.../...

Artikel 29.

Het ontwerp herhaalt artikel 1, eerste lid, van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, maar vervangt de woorden "dertig jaar dienst" door "twintig jaar dienst". De terminologie van die tekst strookt niet meer met de thans gebruikte, maar is naar haar betekenis bekrachtigd door een meer dan honderd jaar oude administratieve rechtspraak, waarvan de Regering niet wenst af te wijken. Daarom geeft de Raad van State geen wijziging van de door de Regering voorgestelde tekst in overweging. Hij merkt alleen op, dat het woord "employé" niet in de Nederlandse tekst weergegeven is.

Artikel 30.

Zoals het thans geformuleerd is, bepaalt artikel 50 van de wet van 21 juli 1844, dat de Regering de afgezette magistraat of ambtenaar tot het pensioen kan toelaten of hem twee derde daarvan kan verlenen "lors de la révocation". Over die woorden is dispuut ontstaan. Men is zich gaan afvragen of de afzetting en de toekenning van het eventueel tot twee derde verminderde pensioen moesten samenvallen, met als gevolg dat na de afzettingsakte geen beslissing nog een pensioen kon verlenen. De nieuwe tekst stelt duidelijk, dat verminderd pensioen alleen bij een na de afzetting of het ontslag vastgestelde beslissing kan worden toegekend.

.../...

De Regering verstaat het zo, dat de tekst die in de plaats van artikel 50 van de wet van 21 juli 1944 moet komen, toepassing dient te vinden op al wie aan die wet onderworpen is, dus ook op magistraten. De tuchtregeling voor magistraten van de zetel kent als straf echter niet de afzetting, wél de ontzetting (artikel 59 van de wet van 20 april 1810 op de rechterlijke inrichting en het beleid der justitie). Naast het ontslag van ambtswege en afzetting vermelde men dus ook de ontzetting. Een rechter kan krachtens artikel 100 van de Grondwet alleen door een vonnis uit zijn ambt worden ontzet. Voor een magistraat van de zetel wordt over het recht op pensioen dus beschikt door het Hof van cassatie.

Volgens het tweede lid van de tekst die artikel 50 van de wet van 21 juli 1844 moet vervangen, kan het verminderde pensioen alleen dán worden verleend "wanneer de voorwaarden inzake leeftijd en dienstduur die het recht op een rustpensioen openstellen, vervuld zijn op het ogenblik waarop het ontslag of de afzetting uitwerking hebben". Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, is hier gedacht aan degenen die onderworpen zijn aan een pensioenregeling waarin zij op een bepaalde leeftijd pensioen kunnen krijgen maar die hen tevens veroorlooft boven die leeftijd in dienst te blijven. Het verminderde pensioen kan alleen worden verleend ingeval de belanghebbende van ambtswege ontslagen of afgezet wordt terwijl hij zijn ambt uitoefent na de facultatieve leeftijd voor het inrustegaan. Volgens het ontwerp kan aan de ambtenaar die ontslagen of afgezet wordt terwijl hij de leeftijd van inrustestelling nog niet heeft bereikt, dus geen verminderd pensioen worden verleend, ook al is bevonden dat hij wegens gebrekkigheid niet langer in staat is zijn ambt te vervullen.

.../...

Het ontwerp zegt, dat de aanvraag van het personeelslid moet ingediend zijn binnen zes maanden nadat de disciplinaire straf is uitgesproken. Het woord "disciplinaire straf" dekt niet alle gevallen waarin er ontslag van ambtswege is. Bovendien is het niet logisch, de datum waarop een administratieve beslissing is uitgesproken als uitgangspunt voor een termijn te nemen. Die datum is de betrokkenen niet noodzakelijk bekend. Men late de termijn liever ingaan van af de kennisgeving van de beslissing.

Gelet op hetgeen hierboven is opgemerkt, stelle men het tweede en het derde lid van de tekst die artikel 50 van de wet van 21 juli 1844 moet vervangen als volgt :

"Ontslag van ambtswege, afzetting en ontzetting hebben verlies van het recht op rustpensioen tot gevolg. Evenwel kan de overheid die het ontslag, de afzetting of de ontzetting heeft uitgesproken, de belanghebbende op zijn verzoek tot het op twee derde teruggebrachte pensioen toelaten, wanneer de op rustpensioen recht verlenende vereisten inzake leeftijd en duur van de diensten vervuld zijn op de datum waarop het ontslag, de afzetting of de ontzetting uitwerking hebben.

De aanvraag van belanghebbende moet ingediend zijn binnen zes maanden nadat van het ontslag, de afzetting of de ontzetting kennis is gegeven".

In het vierde lid van de nieuwe tekst voor artikel 50 van de wet van 21 juli 1844 schrijve men "de afzetting of de ontzetting" in plaats van "de afzetting".

.../...

Artikel 31.

Dit artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 31.-

In artikel 2 B van de op 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, worden de woorden "drie vijfden" vervangen door "twee derde".

Artikel 32.

Zoals in de memorie van toelichting is gezegd, zal het met het eerste lid voortaan niet langer nodig zijn de ambtenaar die de leeftijdsgrens heeft bereikt maar niet het vereiste aantal jaren dienst bezit om het pensioen te verkrijgen, ter beschikking te stellen. Voor Rijksambtenaren is die regeling inzake terbeschikkingstelling neergelegd in koninklijke besluiten die de Koning kan wijzigen als de ontworpen wet eenmaal in werking is getreden.

Opheffing van de verordeningsbepalingen over de terbeschikkingstelling van de ambtenaar die de leeftijdsgrens heeft bereikt maar niet genoeg jaren dienst telt om tot het pensioen te worden toegelaten, brengt mede dat artikel 53, derde lid, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, moet veranderen, want het verwijst naar de terzake voor het Rijkspersoneel geldende regeling inzake terbeschikkingstelling.

.../...

Artikel 32 van het ontwerp, een bepaling inzake overdracht van de openbare naar de particuliere sector, hoort niet thuis in een hoofdstuk dat verscheidene pensioenwetten wijzigt.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering doelt dat artikel op hen die een ambt uitoefenen waardoor zij onder de rustpensioenregeling ten bezware van de Openbare Schatkist vallen, echter niet op de militairen. Het bepaalde onder artikel 32 van het ontwerp kan dus ingevoegd worden in artikel 4 en wel als een § 3, waarvan het eerste lid als volgt te lezen is :

"§ 3. De §§ 1 en 2 worden toegepast op hen die, geen militair zijnde, aan een regeling inzake rustpensioen ten bezware van de Openbare Schatkist onderworpen zijn en wegens het bereiken van de leeftijdsgrens hun ambt moeten neerleggen hoewel zij nog niet het minimum aantal dienstjaren tellen om recht op dat pensioen te hebben".

De artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp (artikelen 8, 9 en 10 in de voorgestelde nummering) zijn daarin niet genoemd want ze gelden automatisch zodra artikel 4 van het ontwerp wordt toegepast.

Komt het bepaalde in artikel 32 onder artikel 4, § 3, te staan, dan moet ook artikel 42 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 44) gewijzigd worden, want volgens dat artikel heeft artikel 4 uitwerking op 1 april 1961 en artikel 32 op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking van de ontworpen wet in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 33 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering: artikel 32).

In de inleidende volzin voege men na "het daarmede gelijkgesteld personeel" de woorden in "gewijzigd bij de wet van 30 april 1958".

Om dezelfde reden als bij artikel 30 is opgegeven, vervange men in de §§ 1 en 2 van de tekst die in de plaats moet komen voor artikel 2 van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936, de woorden "of afgezet" door "afgezet of ontzet".

Het ontwerp stelt de vrijwillige bijdrage op 6 of 6,5 t.h. van de laatste activiteitswedde vast. Beide percentages kunnen veranderen. Men werke dan ook liever met een formule die ook dan bruikbaar blijft, als het percentage van de afhouding op de wedde verandert. Paragraaf 2, tweede lid, van het nieuwe artikel 2 van het koninklijk besluit nr 254 kan dus als volgt worden gelezen :

"Telt het personeelslid ten minste vijf jaar aanneembare diensten, dan kan hij de schriftelijke verbintenis aangaan telkenjare een bijdrage te storten waarvan het percentage gelijk is aan dat voor de afhouding op de wedden. In dat geval worden het pensioen van de vrouw en dat van het kind uitgekeerd met aanrekening van de door de stortingen gedekte periode. Voor de vaststelling van het percentage en de berekening van de bijdrage is de laatste activiteitswedde in aanmerking te nemen".

.../...

Artikel 34 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering: artikel 43).

Dat artikel, dat een regel voor de inwerkingstelling van artikel 33 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 32) aangeeft, zou onder de slotbepalingen moeten komen.

Om de voorgestelde nummering te volgen, vervange men de verwijzing naar artikel 33 door een verwijzing naar artikel 32.

Artikelen 35, 36 en 37 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : de artikelen 33 en 34).

Voorgesteld wordt, de wijzigingen welke de artikelen 36 en 37 van het ontwerp in artikel 13 van de wet van 28 april 1958 aanbrengen, in één artikel te groeperen en van het bepaalde onder artikel 35 van het ontwerp een artikel 13bis in de wet van 28 april 1958 te maken.

De tekst zou er dan als volgt uitzien :

"Artikel 33.-

In artikel 13 van de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° §§ 4 en 5 worden door de volgende bepalingen vervangen :

"§ 4. Niettegenstaande ... (verder zoals in artikel 36 van het ontwerp) ...

.../...

§ 5. Niettegenstaande ... (verder zoals in artikel 36 van het ontwerp) ...".

2° Het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld:

"§ 7. Ambtenaren die hun rechten ontlenen aan een andere pensioenregeling dan de bij deze wet ingestelde, zijn verplicht die te doen gelden ... (verder zoals in artikel 37 van het ontwerp) ...".

"Artikel 34.-

In dezelfde wet van 28 april 1958 wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 13bis. Wanneer hoofdstuk I van de titel I van de wet tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en die van de privé-sector op de in deze wet bedoelde personen wordt toegepast, gelden de indeplaatsstellingen, bepaald in artikel 13, alleen voor de andere voordelen dan die welke de wetgeving op het rust- en overlevingspensioen voor bedienden of arbeiders verleent".

Hoofdstuk III van het ontwerp (in de hierna door de Raad van State voorgestelde indeling : titel IV).

Artikel 39 van het ontwerp.

Dat artikel luidt als volgt :

"Artikel 39.-

§ 1. Door "wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood" worden inzonderheid bedoeld : ...

.../...

§ 2. Door "wetten betreffende het rust- en overlevingspensioen van de arbeiders en de bedienden" worden inzonderheid bedoeld : ...".

De Regering heeft die tekst aan de Raad van State voorgelegd zonder hem aan te vullen.

Over een onvolledige tekst kan de Raad zich niet uitspreken. Hij maakt de Regering er bovendien attent op, dat het een bezwaar kan zijn in een wettekst een aantal bepalingen louter als voorbeeld op te sommen. Zulk een opsomming laat altijd enige twijfel over de toepasselijkheid van andere, daarin niet vermelde bepalingen. Men late dit artikel dus weg. Mocht de Regering een louter tot voorbeeld dienende opsomming niettemin gewenst achten, dan kan zij dat in de memorie van toelichting doen.

Artikel 40 van het ontwerp (artikel 42 in de voorgestelde nummering).

§ 1. Die paragraaf heft artikel 7, derde lid, van de wet van 30 januari 1954 op met ingang van 1 januari 1954, dit is de dag waarop die bepaling in werking is getreden. Deze moet bijgevolg worden ingetrokken, zoals de Nederlandse tekst inderdaad zegt, niet "abrogé", zoals in de Franse tekst staat. Paragraaf 1 kan als volgt worden gelezen :

"§ 1. Artikel 7, derde lid, van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs, wordt ingetrokken. Overdrachten met toepassing van die bepaling verricht, worden evenwel geacht in overeenstemming met deze wet te zijn geschied".

.../...

§ 2. Na die bepaling andermaal met de gemachtigde van de Regering te hebben onderzocht geeft de Raad van State, met inachtneming van de voorgestelde nummering, de volgende redactie in overweging :

"§ 2. Artikel 6 en artikel 7, § 1, eerste lid, en § 2, van de wet van 28 juni 1960 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de personen die bij het leger tijdelijke diensten hebben volbracht, worden op de datum van de bekendmaking van deze wet opgeheven.

Artikel 7, § 1, tweede lid, en § 3, van dezelfde wet wordt ingetrokken, en, met uitwerking op 1 januari 1955, vervangen door artikel 9, tweede, derde en vierde lid, en artikel 25 van deze wet. Stortingen verricht met toepassing van artikel 7, § 1, van de wet van 28 juni 1960, worden daartoe geacht overeenkomstig artikel 8 van deze wet te zijn geschied".

§ 3. Die bepaling heft het koninklijk besluit van 10 maart 1961 op, dat vastgesteld is ter uitvoering van artikel 24 van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1957. Die § 3 moet luidens artikel 42 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering: artikel 44) uitwerking hebben op 1 april 1961, op welke datum, volgens de memorie van toelichting, het koninklijk besluit van 10 maart 1961 in werking zou zijn getreden. Hier moet worden opgemerkt, dat laatstgenoemd besluit in het Belgisch Staatsblad van 18 maart 1961 is bekendgemaakt en dus op 28 maart in werking is getreden. Tenzij de Regering het nodig mocht achten de door de Raad van State

.../...

niet vernietigde bepalingen van het koninklijk besluit van 10 maart 1961 over het tijdvak tussen 28 maart en 1 april 1961 hun uitwerking te laten behouden, dan schrijve men in de Franse tekst van § 3 "rapporté" in plaats van "abrogé". In de tweede volzin van die paragraaf schrijve men "dat koninklijk besluit" in plaats van "dat besluit".

§ 4. Die bepaling voorziet in de opheffing van artikel 6 van de wet van 31 juli 1963 betreffende het pensioen der leden van het personeel van de diensten voor school- en beroepsoriëntering en van de psycho-medisch-sociale centra, die een weddetoelage van het Rijk ontvangen. Artikel 42 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 44) zegt, dat die opheffingsbepaling uitwerking heeft op 1 april 1961. Artikel 8, eerste en tweede lid, van de wet van 31 juli 1963 echter bepaalt, dat deze uitwerking heeft op 1 oktober 1962 ten aanzien van de vrije diensten en centra, en dat ze in werking treedt de eerste van de maand na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad ten aanzien van de leden van het personeel van de provinciale en gemeentelijke diensten en centra die na die datum in dienst zijn getreden.

De bepaling die het ontwerp bedoelt op te heffen, heeft dus ten vroegste op 1 oktober 1962 uitwerking gehad en kan dan ook niet op 1 april 1961 worden opgeheven. Daarom vervange men in de Franse tekst van § 4 de woorden "est abrogé" door "est rapporté".

Artikel 6 van de wet van 31 juli 1963 zal een tijdlang gelding hebben gehad. Het ware dan ook dienstig aan § 4 een tweede lid toe te voegen, als volgt :

.../...

"Overdrachten met toepassing van die bepaling verricht, worden evenwel geacht in overeenstemming met deze wet te zijn geschied".

\+

\+ \+

De artikelen 1 en 4 van het ontwerp gelden ook voor gemeentepersoneel. Het is zaak van de Regering uit te maken, of de artikelen 10bis en 10ter, die door de artikelen 3 en 4 van de wet van 20 mei 1949 in de wet van 25 april 1933 op het pensioen van het gemeentepersoneel zijn ingevoegd, geen wijziging behoeven. Die wetsbepalingen leggen immers enig verband tussen de pensioenregeling van de particuliere sector en die van het gemeentepersoneel.

Artikel 41 van het ontwerp.

Dat artikel laat sommige perioden die op de verwijdering uit de openbare dienst zijn gevolgd en tijdens welke de belanghebbenden geen, voor pensioen in aanmerking genomen werkzaamheid hebben vervuld, meetellen voor de berekening van het pensioen van de particuliere sector. Men heeft hier dus niet te maken met overdracht van de ene pensioenregeling naar de andere, maar met een verruiming van de pensioenregelingen van de particuliere sector, die volgens bedoelde bepaling toepassing zullen vinden voor sommige perioden dat belanghebbenden noch in de openbare, noch in de particuliere sector enige, recht op pensioen verlenende werkzaamheid hebben uitgeoefend.

.../...

De Regering stelt voor, die bepaling onder het hoofdstuk III "Slot- en opheffingsbepalingen" (in de door de Raad van State voorgestelde indeling : Titel III) op te nemen. Dat strookt niet met de indeling van het ontwerp. Men splitse artikel 41 van het ontwerp in zoveel artikelen als het paragrafen heeft en brenge die onder een aparte titel, een titel III met als opschrift : "In-aanmerkingneming, in de pensioenregeling van de particuliere sector, van sommige perioden volgend op de verwijdering uit de openbare dienst". De "slot- en opheffingsbepalingen" worden dan titel IV.

§ 1 van artikel 41 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikelen 36 en 37).

De twee wetten van 24 december 1953 zijn in het eerste lid als "wetten betreffende de epuratie inzake burgertrouw" aangehaald. Men noeme ieder van die wetten met haar officieel opschrift. Daartoe voege men vooraan in de voorgestelde titel III een nieuw artikel in, als volgt :

"Artikel 36.-

Deze titel is van toepassing :

1° op de personen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 december 1953 betreffende de herziening van de tuchtstraffen wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting genomen ten aanzien van de personen bedoeld bij artikel 1, 2°, van de besluitwet van 8 mei 1944 betreffende de openbare ambten, en ten aanzien van sommige leden van de rechterlijke orde, van de officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten en van het personeel van de parketten en van de griffies;

.../...

2° de personen bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 december 1953 betreffende de tuchtstraffen en het ontslag van ambtswege opgelopen door de leden van het personeel der provinciën, gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies van openbare onderstand en andere aan de provinciën of aan de gemeenten ondergeschikte instellingen en der door de Staat geïnspecteerde bijzondere onderwijsinrichtingen, alsmede van het wetenschappelijk en onderwijzend personeel der wetenschappelijke en onderwijsinrichtingen van de Staat, wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting".

De eerste paragraaf van artikel 41 van het ontwerp wordt dan paragraaf 2 met de volgende lezing voor het eerste lid :

"De in artikel 36 bedoelde personen die wegens de ongeldigheid van ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Volgens die tekst komen in aanmerking de perioden die op de verwijdering uit de dienst zijn gevolgd en die niet kunnen worden meegerekend voor een pensioen van arbeider, bediende, zeeman, zelfstandige, mijnwerker of voor een pensioen van de openbare sector. Niet uitgesloten zouden dus zijn perioden met daar tussenin hervatting van een werkzaamheid die voor de berekening van een pensioen van de particuliere of van de openbare sector in aanmerking is genomen. Wenst de Regering de perioden na het hervatten van een recht op pensioen verlenende

.../...

werkzaamheid wél uit te sluiten, dan vervange men de woorden "tijdens de perioden die op hun verwijdering uit de dienst volgden en die niet in aanmerking mogen genomen worden voor de berekening van een pensioen ..." door "tijdens de periode die onmiddellijk op hun verwijdering uit de dienst is gevolgd en die niet in aanmerking komt voor de berekening van een pensioen ...".

Het tweede lid van de eerste paragraaf van artikel 41 zegt in de eerste volzin (tweede en derde lid van artikel 37 in de voorgestelde nummering) :

"Nochtans, voor de berekening van het pensioen eindigen deze periodes wanneer deze personen de leeftijd van 60 of 65 jaar bereiken, naargelang het een personeelslid van het vrouwelijk of het mannelijk geslacht betreft, of op de datum waarop het vervroegd pensioen een aanvang heeft genomen".

Die tekst houdt rekening met het onderscheid dat voor de vaststelling van de pensioengerechtigde leeftijd in de pensioenregeling voor bedienden en in die voor arbeiders tussen man en vrouw is gemaakt. Zeelieden kunnen volgens het huidige artikel 37 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordening van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag rustpensioen vragen als zij 60 jaar zijn, met mogelijkheid van vervroegd pensioen op 55-jarige leeftijd. Om met die bepaling te rekenen, wordt voorgesteld, voor de met zeelieden gelijkgestelden de leeftijd van 60 jaar in aanmerking te nemen.

.../...

Niet begrepen in de voor de berekening van het pensioen mee te tellen perioden is, volgens het ontwerp, de tijd dat het betrokken personeelslid een gevangenisstraf "uitgesproken bij vonnis of arrest" heeft uitgezeten. De woorden tussen aanhalingstekens zijn, juridisch gezien, overbodig, want een vrijheidsstraf moet altijd bij vonnis of arrest zijn uitgesproken.

Artikel 7 van het Strafwetboek maakt een onderscheid tussen de correctionele gevangenisstraf en de andere straffen met vrijheidsbeneming. Waar het om gelijk welke vrijheidsstraf gaat, is de term "gevangenisstraf" dus te mijden.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt in overweging gegeven het tweede lid in twee alinea's te splitsen, als volgt :

"Evenwel eindigen de in het eerste lid bedoelde perioden (of eindigt de in het eerste lid bedoelde periode, volgens het onderscheid dat in de opmerking bij het eerste lid is gemaakt), voor de berekening van het pensioen, hetzij op de datum waarop het vervroegd pensioen is ingegaan, hetzij op de datum waarop de belanghebbenden 60 jaar worden, als het gaat om een vrouw of om iemand die geacht wordt onder de pensioenregeling voor zeelieden te hebben gestaan, of 65 jaar, als het gaat om een man die geacht wordt aan de pensioenregeling voor bedienden of voor arbeiders onderworpen te zijn geweest. Bovendien kunnen de in het eerste lid bedoelde perioden (of kan de in het eerste lid bedoelde periode, volgens het hierboven gemaakte onderscheid) voor de berekening van het pensioen niet worden meegeteld voor een grotere duur dan die van de diensten welke voor het rustpensioen in aanmerking konden komen in de pensioenregeling van de openbare sector waaraan de belanghebbenden vóór hun verwijdering uit de dienst onderworpen waren, afgezien van de militaire diensten vóór de indiensttreding en van enigerlei tijdsbonificatie.

De tijd dat belanghebbende een vrijheidsstraf heeft ondergaan, wordt van de in het eerste lid bedoelde perioden (of periode,volgens meervermeld onderscheid)afgetrokken".

.../...

§ 2 van artikel 41 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 37).

De perioden die op de verwijdering uit de dienst zijn gevolgd en die geen recht op pensioen verlenen, worden, volgens het ontwerp, niet gevalideerd voor hen "die, op de datum van de bekendmaking van deze wet, ... het voorwerp uitmaken van een inschrijving op hun strafregister van een vrijheidsstraf van meer dan vijf jaar, rekening houdend met de bij genademaatregel verkregen verminderingen". Inschrijvingen op het strafregister hebben geen bewijskracht en uittreksels hieruit gelden alleen als inlichting (1). Om aan te geven wie de in het ontwerp bepaalde voordelen worden ontzegd, spreke men dan ook liever niet van inschrijving in het strafregister als maatstaf, maar verwijze men naar de veroordelende vonnissen en eventuele genadebesluiten. Waar het met inschrijving in het strafregister werkt, maakt het ontwerp het onmogelijk veroordelingen waarop eerherstel is gevolgd, in aanmerking te nemen. Artikel 7 van de wet van 25 april 1896 op het eerherstel in strafzaken bepaalt immers uitdrukkelijk : eerherstel belet, dat de veroordeling in het strafregister wordt vermeld. Het ontwerp moet dan ook met zoveel woorden zeggen dat de veroordelingen, als er eerherstel is geweest, de belanghebbenden niet uitsluiten voor validering van de perioden die op hun verwijdering uit de dienst zijn gevolgd.

.../...

(1) Cass. 27 januari 1958, Pas. blz. 567.
Répertoire pratique du droit belge, T.I, V° Casier judiciaire, blz. 818 tot 820 - J.HOEFFLER, Traité de l'Instruction préparatoire en matière pénale, blz. 256 en 257.

Voorgesteld wordt, artikel 38 als volgt te lezen :

"Artikel 38.-

Voor artikel 37 komen niet in aanmerking :

1° zij die, op de datum van de bekendmaking van deze wet, een of meer van de in artikel 123sexies van het Strafwetboek opgesomde rechten hebben verloren ;

2° zij die, vóór de bekendmaking van deze wet, met kracht van gewijsde zijn veroordeeld tot een vrijheidsstraf waarvan de duur, rekening houdend met de bij genademaatregel verleende verminderingen, vijf jaar te boven gaat, en die niet in eer zijn hersteld ;

3° zij die, ingevolge de koninklijke besluiten van 6 maart en 9 april 1951 of de wetten van 24 december 1953, het voordeel van een herzieningsmaatregel hebben genoten als gevolg waarvan zij op non-activiteit zijn gesteld".

§ 3 van artikel 41 van het ontwerp (artikel 39 in de voorgestelde nummering).

Inaanmerkingneming van de tijd die op de verwijdering uit de dienst is gevolgd , wordt in het eerste lid van die tekst afhankelijk gesteld van de eis, dat de belanghebbenden of hun weduwe een aanvraag doen. In de pensioenregelingen voor bedienden, arbeiders en zeelieden komt een bepaling voor volgens welke de feitelijk of de van tafel en bed gescheiden echtgenote onder bepaalde voorwaarden, de helft van het rustpensioen van haar

.../...

echtgenoot kan verkrijgen en, als deze afwezig is of nalaat zijn pensioenaanspraken te doen gelden, in zijn plaats de toekenning van het deel waarop zij recht heeft, kan vragen (artikel 33 van het koninklijk besluit van 30 juli 1957 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden - artikel 30 van het koninklijk besluit van 17 juni 1955 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, gewijzigd bij koninklijk besluit van 8 mei 1958 - artikel 42 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordening van de statuten van de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag).

Aan de Regering te oordelen, of de feitelijk of de van tafel en bed gescheiden echtgenote de mogelijkheid moet worden geboden, de in het ontwerp voorgeschreven aanvraag in te dienen als haar echtgenoot afwezig is of nalaat zijn rechten te doen gelden (1).

Onder voorbehoud van hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt voor het eerste lid de volgende lezing voorgesteld :

"Voor de toepassing van artikel 37 moeten de belanghebbenden of hun weduwe een aanvraag richten aan de instelling die de rustpensioenregeling waaraan de belanghebbenden vóór hun verwijdering uit de dienst onderworpen waren, beheert ".

.../...

(1) Ook bij andere bepalingen van het ontwerp die de verleende voordelen van een aanvraag afhandelijk stellen, kan dat probleem rijzen. In sommige gevallen echter is een aanvraag voorgeschreven omdat belanghebbende kan kiezen tussen de twee regelingen, die van de openbare en die van de particuliere sector. Het is te begrijpen dat de weduwe dan de keus krijgt. Die keuze ook aan de gescheiden echtgenote geven, gaat echter niet op.

Het tweede lid zegt, dat zij die in de pensioenregeling voor bedienden, arbeiders of zeelieden reeds pensioen genieten, volgens de door die regelingen bepaalde procedure om "herziening" van dat pensioen moeten verzoeken. De mogelijkheid een nieuwe aanvraag in te dienen, moet niet alleen openstaan voor hen die reeds pensioen genieten, maar voor allen die een pensioenaanvraag hebben gedaan waarop reeds is beschikt ook al heeft de beslissing niet tot toekenning van een pensioen geleid. Bovendien gaat het niet op, het nieuwe, in het ontwerp bedoelde onderzoek "herziening" te noemen. De herzieningsprocedure is namelijk een buitengewoon rechtsmiddel waardoor het rechtscollege dat de beslissing heeft genomen, een definitief berechte zaak opnieuw vermag te onderzoeken als blijkt dat een dwaling kan zijn begaan, wat afwijking van het gezag van gewijsde wettigt. Dat is hier kennelijk niet het geval. In het ontwerp gaat het niet om "herziening" van beslissingen over pensioenaanvragen, maar om het opnieuw onderzoeken van zulke aanvragen ingevolge een nieuwe wet waaraan de belanghebbenden rechten ontlenen welke zij niet konden doen gelden toen op hun pensioenaanvraag werd beschikt.

Zoals in artikel 54ter van het koninklijk besluit van 17 juni 1955 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 september 1963, en in artikel 56quater van het koninklijk besluit van 30 juli 1957 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 september 1963, bepale men bovendien, dat de op de nieuwe aanvraag genomen beslissing geen afbreuk mag

.../...

doen aan de administratieve eindbeslissing of aan de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing voor zover deze beschikte, dat de betrokken werknemer over bepaalde jaren het bewijs van een gewone en hoofdzakelijke tewerkstelling had geleverd.

Met inachtneming van die opmerkingen en onder voorbehoud van hetgeen hiervoren over de feitelijk of de van tafel en bed gescheiden vrouw is gezegd, wordt voor het tweede lid de volgende lezing in overweging gegeven :

"De in artikel 36 bedoelde personen of hun weduwe, die bij de indiening van de in het eerste lid voorgeschreven aanvraag reeds een aanvraag om rust- of overlevingspensioen voor bedienden, arbeiders of zeelieden hebben gedaan waarop een administratieve eindbeslissing of een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing heeft beschikt, moeten, om voor artikel 37 in aanmerking te komen, bovendien een nieuwe aanvraag doen volgens de procedure die voor het indienen van aanvragen om bedienden-, arbeiders- of zeemanspensioen is bepaald.

De op de nieuwe aanvraag genomen beslissing mag geen afbreuk doen aan de administratieve eindbeslissing of aan de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing voor zover deze beschikte, dat de betrokken werknemer over bepaalde jaren het bewijs van een gewone en hoofdzakelijke tewerkstelling had geleverd.

De op de nieuwe aanvraag genomen beslissing heeft uitwerking de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop die nieuwe aanvraag is ingediend .

.../...

§ 4 van artikel 41 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 40).

Voor dat artikel wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 40.-

De instelling die het beheer heeft over de rustpensioenregeling waaraan belanghebbende vóór zijn verwijdering uit de dienst onderworpen was, draagt voor de ingevolge artikel 37 gevalideerde perioden (of periode, volgens het hierboven gemaakte onderscheid) sommen af waarvan de Koning de wijze van berekening, de tenlasteneming, de bestemming en de aanrekening bepaalt.

Wanneer het gaat om stortingen op verzoek van een weduwe, worden de hierboven vermelde sommen met de helft verminderd".

Wenst de Regering dat ook de feitelijk of de van tafel en bed gescheiden vrouw de aanvraag kan doen, dan moet het eerste lid worden gewijzigd (zie eerste opmerking bij § 3 van artikel 41 van het ontwerp).

Mede in acht genomen, dat in artikel 14 van het ontwerp de verwijzing naar artikel 41 vervalt, wordt voorgesteld aan het ontwerp een nieuw artikel toe te voegen, als volgt :

"Artikel 41.-

De Koning bepaalt wie voor de toepassing van deze titel als arbeider, bediende of zeeman is aan te merken.

.../...

Hij stelt de termijn vast waarbinnen de in artikel 40 bedoelde stortingen moeten gedaan zijn.

Die redactie wordt voorgesteld onder voorbehoud van hetgeen bij artikel 14, eerste lid, van het ontwerp is opgemerkt, namelijk dat de tekst aanvulling behoeft, mocht de Regering het nodig achten de Koning verdere bevoegdheid te geven.

Artikel 42 van het ontwerp (in de voorgestelde nummering : artikel 44).

Het is niet nodig onder de op de dag van de bekendmaking van de wet in werking tredende bepalingen de artikelen 9 en 10 van het ontwerp te noemen (in de voorgestelde nummering stemmen die overeen met de artikelen 8 en 9 voor zoveel het om militairen gaat). Die artikelen verwijzen immers uitdrukkelijk naar artikel 8 van het ontwerp (artikel 6 van de voorgestelde nummering) en zal dus eerst gelden als dat artikel zelf toepassing gaat vinden.

Met inachtneming van de voorgestelde nummering is artikel 41 van het ontwerp, dat artikel 44 wordt, als volgt te lezen :

"Artikel 44.-

Deze wet heeft uitwerking op 1 april 1961, met uitzondering van artikel 4, § 3, artikel 6 en de artikelen 29 tot 35, die in werking treden de dag waarop de wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.